

2013

Actualisation du document de référence



La présente actualisation du document de référence 2013 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 octobre 2014 sous le numéro D.14-0251-A01, conformément au IV de l'article 212-13 de son Règlement général. Elle complète le document de référence 2013 d'Aéroports de Paris déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2014 sous le numéro D.14-0251 (le "Document de référence 2013"). Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le Document de référence 2013 et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Des exemplaires du document de référence et de son actualisation sont disponibles sans frais auprès d'Aéroports de Paris, 291 boulevard Raspail, 75014 Paris, ainsi que sur les sites Internet d'Aéroports de Paris (www.aeroportsdeparis.fr) et de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

01. Personnes responsables de l'actualisation du document de référence 2013	3
1.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence 2013.....	3
1.2 Attestation du responsable.....	3
03. Informations financières sélectionnées	4
3.1 Nouvelle présentation des comptes consolidés.....	4
3.2 Compte de résultat consolidé résumé du premier semestre 2014	6
3.3 Bilan consolidé résumé au 30 juin 2014.....	6
3.4 Flux de trésorerie consolidés résumés du premier semestre 2014	6
3.5 Endettement financier au 30 juin 2014	6
04. Facteurs de risques	7
05. Informations concernant la société	8
5.3 Investissements réalisés par le Groupe au cours du premier semestre 2014	8
06. Aperçu des activités	9
6.2 Présentation du marché	9
6.4 Description des activités	10
09. Examen de la situation financière et du résultat pour le premier semestre 2014	11
9.1 Chiffres clés.....	11
9.2 Analyse des résultats du premier semestre 2014.....	11
9.3 Faits marquants de la période.....	16
10. Trésorerie et capitaux	17
10.2 Flux de trésorerie pour le premier semestre 2014	17
10.3 Financement au 30 juin 2014.....	18
12. Informations sur les tendances	19
12.1 Evènements récents	19
13. Prévisions de bénéfice	21
13.2 Prévision du groupe en 2014	21
13.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les prévisions de bénéfice	21
14. Organes d'administration et de direction générale	22
14.1 Conseil d'administration.....	22
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	36
16.1 Fonctionnement des organes d'administration et de direction	36
18. Principaux actionnaires	37
18.1 Actionnariat de la société	37
20. Opérations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats	38
20.1 Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014	38
20.4 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	87
20.7 Politique de distribution des dividendes	88
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	88
21. Informations complémentaires concernant le capital social et dispositions statutaires	89
21.1 Informations concernant le capital social.....	89
24. Documents accessibles au public	90

NOTA : Ne figurent dans la table des matières que les chapitres du document de référence 2013 faisant l'objet de compléments ou de mises à jour dans le cadre de la présente actualisation. La numérotation des chapitres de la présente actualisation correspond à celle du Document de référence 2013.

01. Personnes responsables de l'actualisation du document de référence 2013

Dans la présente actualisation du document de référence, les expressions « Aéroports de Paris » ou la « Société » désignent la société Aéroports de Paris SA. L'expression le « Groupe » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société et l'ensemble de ses filiales et entreprises associées.

1.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence 2013

Augustin de Romanet, Président-Directeur général d'Aéroports de Paris.

1.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2013, sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés semestriels intermédiaires résumés d'Aéroports de Paris au 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation. Cette lettre ne contient pas d'observation.

Les informations financières historiques et prévisionnelles présentées dans la présente actualisation du document de référence 2013 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant aux chapitres 20.4 et 13.2. Ces rapports ne contiennent pas d'observation.

Le Président-directeur général

Augustin de Romanet

03. Informations financières sélectionnées

Les comptes consolidés semestriels intermédiaires résumés d'Aéroports de Paris au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013 ainsi que les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été établis conformément au référentiel IFRS. Les informations financières sélectionnées ci-après doivent être lues conjointement avec les parties suivantes de la présente actualisation :

- les comptes consolidés semestriels intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 20 ;
- l'examen de la situation financière et du résultat du Groupe pour le 1^{er} semestre 2014 figurant au chapitre 9 ;
- et l'analyse de la trésorerie et des capitaux pour le 1^{er} semestre 2014 figurant au chapitre 10.

3.1 Nouvelle présentation des comptes consolidés

A la suite de la création de la direction "Internationale et des Participations" et pour mieux refléter l'ambition et la stratégie internationale du Groupe, Aéroports de Paris a décidé de :

- transférer dans le segment "Participations aéroportuaires" ADP Ingénierie et la participation dans TAV Construction antérieurement rattachés au segment "Autres Activités",
- et de renommer ce segment nouvellement constitué en "International et développements aéroportuaires".

Ainsi, ce changement de présentation permet de mieux illustrer 1/ la présence du Groupe sur l'ensemble de la chaîne de valeur aéroportuaire et, en particulier, sur les métiers de gestionnaire d'infrastructure, d'ingénierie et de construction et 2/ sa capacité à projeter à l'international cette combinaison unique de compétences.

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des modifications :

Nom du segment	Avant changement		Après changement	
	Participations aéroportuaires	Autres activités	International et développements aéroportuaires	Autres activités
Chiffres d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADPM 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % Hub One ▪ 100 % Alyzia Sûreté 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % ADPM 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % Hub One ▪ 100 % Alyzia Sûreté
EBITDA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADPM 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % Hub One ▪ 100 % Alyzia Sûreté 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % ADPM 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % Hub One ▪ 100 % Alyzia Sûreté
Quote-part de résultat des sociétés MEE opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 8 % Schiphol ▪ 38 % TAV Airports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 49 % TAV Construction 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 8 % Schiphol ▪ 38 % TAV Airports ▪ 49 % TAV Construction 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 49 % TAV Construction
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADPM ▪ 8 % Schiphol ▪ 38 % TAV Airports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % Hub One ▪ 100 % Alyzia Sûreté ▪ 49 % TAV Construction 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % ADPM ▪ 8 % Schiphol ▪ 38 % TAV Airports ▪ 49 % TAV Construction 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % ADP Ingénierie ▪ 100 % Hub One ▪ 100 % Alyzia Sûreté ▪ 49 % TAV Construction

Des comptes 2013 pro forma ont été établis conformément aux changements décrits ci-dessus :

- Impact sur le segment "Participations Aéroportuaires" renommé en "International et développements aéroportuaires" :

En M€	T1 2013 Publié	T1 2013 pro forma	S1 2013 Publié	S1 2013 Pro forma	9M 2013 Publié	9M 2013 Pro forma	2013 Publié	2013 Pro forma
Chiffres d'affaires	4	22	5	38	8	51	15	69
EBITDA			-2	-4			-	-13
Quote-part de résultat des sociétés MEE opérationnelles			8	11			23	35
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)			6	7			23	21

- Impact sur le segment "Autres activités" :

En M€	T1 2013 Publié	T1 2013 Pro forma	S1 2013 Publié	S1 2013 Pro forma	9M 2013 Publié	9M 2013 Pro forma	2013 Publié	2013 Pro forma
Chiffres d'affaires	64	47	129	98	188	148	250	201
EBITDA			5	7			8	21
Quote-part de résultat des sociétés MEE opérationnelles			3	-			11	-
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)			1	0			5	7

3.2 Compte de résultat consolidé résumé du premier semestre 2014

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var. 2014 / 2013
Chiffre d'affaires	1 347	1 346	+0,1 %
EBITDA	528	487	+8,4 %
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	343	286	+19,9 %
Résultat opérationnel (yc MEE opérationnelles)	343	286	+19,9 %
Résultat net part du Groupe	182	125	+45,7 %

3.3 Bilan consolidé résumé au 30 juin 2014

En millions d'euros	Au 30 juin 2014	Au 30 juin 2013
Actifs non courants	7 752	7 814
Actifs courants	1 396	1 825
TOTAL ACTIF	9 148	9 639
Capitaux propres	3 802	3 825
Passifs non courants	4 354	4 363
Passifs courants	992	1 451
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	9 148	9 639

3.4 Flux de trésorerie consolidés résumés du premier semestre 2014

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	427	327
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(188)	(231)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(695)	(50)
Variation de la trésorerie	(457)	46
Trésorerie d'ouverture	1 053	796
Trésorerie de clôture	596	842

3.5 Endettement financier au 30 juin 2014

En millions d'euros	Au 30 juin 2014	Au 30 juin 2013
Dettes financières	3 692	4 154
Instruments financiers dérivés passif	19	22
Endettement financier brut	3 710	4 177
Instruments financiers dérivés actif	(117)	(122)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(598)	(1 056)
Endettement financier net	2 995	2 999
Dettes nettes / fonds propres	79 %	78 %

04. Facteurs de risques

La présente actualisation contient des informations à caractère prévisionnel. Ces informations, qui expriment des objectifs établis sur la base des appréciations et estimations actuelles, sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées et restent notamment subordonnées aux facteurs de risques et incertitudes exposés ci-après.

Ces principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe s'estime confronté sont décrits dans le paragraphe du chapitre 4 intitulé « Facteurs de risques » du Document de référence 2013. Cette description des principaux risques, notamment les risques liés au transport aérien, au caractère réglementé de l'activité et aux activités d'Aéroports de Paris, de même que des risques financiers, reste valable à la date de dépôt de la présente actualisation pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours.

En complément, la note 28.2 des comptes consolidés semestriels intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 20 de la présente actualisation, analyse les risques liés aux instruments financiers.

05. Informations concernant la société

5.3 Investissements réalisés par le Groupe au cours du premier semestre 2014

Les investissements corporels et incorporels du Groupe au premier semestre 2014 se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Rénovation et qualité	(57)	(58)
Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST)	(48)	(38)
Développement des capacités	(34)	(27)
Restructuration	(13)	(31)
Sûreté	(8)	(14)
Développement immobilier	(5)	(9)
Total	(165)	(177)
<i>Investissements réalisés par ADP SA</i>	(159)	(173)
<i>Investissements réalisés par les filiales d'Aéroports de Paris</i>	(6)	(3)

Le détail des principaux investissements réalisés au cours du 1^{er} semestre 2014 est présenté dans le chapitre 20 de la présente actualisation, en note 32 des comptes consolidés semestriels intermédiaires au 30 juin 2014.

06. Aperçu des activités

6.2 Présentation du marché

Trafic de passagers

- Evolution du trafic sur les plates-formes parisiennes d'Aéroports de Paris au 1^{er} semestre 2014 :

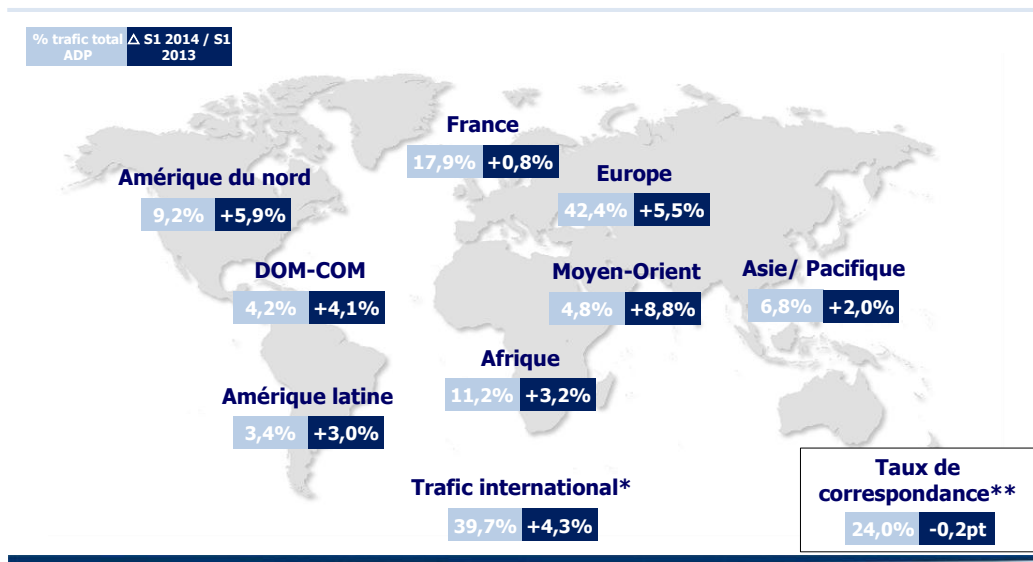
Au 1^{er} semestre 2014, le trafic d'Aéroports de Paris est en hausse de 4,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2013, à 44,8 millions de passagers : il augmente de 4,3 % à Paris-Charles de Gaulle (30,8 millions de passagers) et de 4,0 % à Paris-Orly (14,0 millions de passagers).

Le taux de correspondance s'établit à 24,0 % contre 24,1 % sur les six premiers mois de l'année 2013. Le nombre de mouvements d'avions est en baisse de 0,5 % et s'établit à 342 207. L'activité fret et poste est en hausse de 3,2 % à 1,1 million de tonnes transportées.

- Ventilation du trafic passagers sur les plates-formes parisiennes d'Aéroports de Paris par destination au 1^{er} semestre 2014 :

Mix trafic légèrement positif sur les aéroports parisiens

Forte croissance du faisceau Europe en raison notamment d'un effet base favorable



* Hors France et Europe

** Nombre de passagers en correspondance sur le nombre de passagers au départ

- Trafic de passagers sur les plates-formes parisiennes d'Aéroports de Paris au 1^{er} semestre 2014 par type de compagnie aérienne :

Part dans le trafic total	S1 2014	S1 2013
Alliance SkyTeam	55,2 %	56,7 %
Alliance Star Alliance	8,2 %	8,6 %
Alliance oneworld	5,2 %	4,8 %
Compagnies à bas coûts	16,3 %	15,0 %
Autres	15,1 %	14,9 %
Total ADP	100 %	100 %

Les principales compagnies aériennes présentes sur les aéroports de Paris-Charles de Gaulle et Paris-Orly au 1^{er} semestre 2014 sont Air France (48,5 % du trafic total), Easyjet (8,3 %), Vueling (2,7 %), Transavia (2,0 %) et Lufthansa (1,5 %).

▪ **Trafic du groupe au premier semestre 2014 par plate-forme :**

En million de passagers		Part ADP ¹	Trafic pondéré (M pax)	Δ S1 2014 / S1 2013
Groupe ADP	Paris (CDG + Orly)	@ 100 %	44,8	+4,2 %
	Aéroports régionaux Mexique	@ 25,5 % ²	1,7	+9,3 %
	Zagreb	@ 21 %	0,2	+2,0 %
	Djeddah - Hajj	@ 5 %	0,2	+40,1 %
	Amman	@ 9,5 %	0,3	+12,9 %
	Maurice	@ 10 %	0,1	+5,0 %
	Conakry	@ 29 %	0,0	+3,6 %
Groupe TAV Airports	Istanbul Atatürk	@ 38 %	10,3	+10,7 %
	Ankara Esenboga	@ 38 %	2,1	+5,6 %
	Izmir	@ 38 %	1,9	+6,6 %
	Autres plates-formes ³	@ 38 %	2,6	+42,6 %
Total Groupe - Participations			64,5	+7,1 %

6.4 Description des activités

Immobilier

▪ **Détail des projets au 30 juin 2014 :**

Plateforme	Produit	Rôle ADP	Client	Projet	Mise en service	Surface (m ²)
Projets terminés						248 700
CDG	Diversification	Aménageur	IBIS	Extension hôtel	2011	8 600
ORY	Diversification	Aménageur	Compass	Local d'activité	2011	4 250
CDG	Diversification	Aménageur	Divers	Bureaux	2011	1 300
ORY	Diversification	Aménageur	Franprix	Logistique	2012	28 000
CDG	Aéroportuaire	Aménageur	Air France	Stockeur bagages	2012	11 700
CDG	Diversification	Aménageur/Investisseur	Servair/AF	Altaï	2012	13 250
CDG	Diversification	Aménageur	Air France	Banc essai réacteurs	2012	5 500
ORY	Diversification	Aménageur	Fnac	Logistique	2012	22 000
CDG	Aéroportuaire	Aménageur/Investisseur	WFS/ Kuhene+Nagel.	Gare de fret GB3	2012	18 000
CDG	Diversification	Aménageur	Aéolia	Local d'activité	2012	20 000
CDG	Diversification	Aménageur	Unibail	Centre commercial Aéroville	2013	110 000
CDG	Diversification	Aménageur	Citizen M	Hôtel	2014	6 100
Projets en cours (mise en service avant 2015)						86 900
CDG	Aéroportuaire	Aménageur	Sodexi	Fret	2014	9 000
CDG	Diversification	Investisseur	Divers	Bureaux	2014	700
CDG	Diversification	Aménageur	Divers	Entrepôt	2014	1 000
CDG	Aéroportuaire	Aménageur	DHL	Entrepôt et bureaux	2014	16 200
CDG	Diversification	Aménageur	Accor	Hôtels 3*	2015	27 000
CDG	Aéroportuaire	Investisseur	TCR Manustra	Zone de maintenance engins	2015	4 700
ORY	Diversification	Aménageur	Divers	Messagerie	2015	8 800
ORY	Diversification	Aménageur/Investisseur	Bureaux	Cœur d'Orly	2015	19 500
Total projets terminés ou en cours (mise en service avant 2015)						335 600
Projets en cours et livrables fin 2015 - début 2016						37 500
CDG	Diversification	Aménageur	Sogafro/SDV	Bureaux et entrepôts	2015-2016	37 500
Objectif 2011-2015 : 320 000 - 360 000 m²						

¹ Directe ou indirecte

² De SETA qui détient 16,7 % de GACN contrôlant 13 aéroports au Mexique

³ Zagreb (depuis décembre 2013), Médine (depuis juillet 2012), Tunisie, Géorgie et Macédoine. A périmètre constant, incluant le trafic de Zagreb pour le premier semestre 2013, le trafic des autres plates-formes du Groupe TAV serait en hausse de + 17,0 % au 1^{er} semestre 2014 par rapport au 1^{er} semestre 2013

09. Examen de la situation financière et du résultat pour le premier semestre 2014

9.1 Chiffres clés

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	1 347	1 346	+0,1%
EBITDA	528	487	+8,4%
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	343	286	+19,9%
Résultat financier	(59)	(67)	-12,3%
Résultat net part du Groupe	182	125	+45,7%

9.2 Analyse des résultats du premier semestre 2014

Analyse du compte de résultat du groupe Aéroports de Paris

Chiffre d'affaires

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013 pro forma	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	1 347	1 346	+0,1%
Activités aéronautiques	801	791	+1,3%
Commerces et services	466	472	-1,3%
Immobilier	131	133	-1,7%
International et développements aéroportuaires	38	38	+0,2%
Autres activités	97	98	-0,5%
Eliminations inter-segments	(186)	(186)	+0,3%

Sur le 1^{er} semestre 2014, le **chiffre d'affaires consolidé** ressort quasi stable à 1 347 millions d'euros, principalement en raison de :

- une forte progression du produit des redevances aéronautiques (+ 6,2 % à 457 millions d'euros), portées par la bonne dynamique du trafic (+ 4,2 % sur les plates-formes parisiennes) et la hausse des tarifs aux 1^{er} avril 2013 (+ 3,0 %) et 1^{er} avril 2014 (+ 2,95 %),
- la bonne tenue du produit des activités commerciales, malgré un contexte difficile (euro fort) (+ 3,0 %, à 186 millions d'euros), et des parkings (+ 12,3 % à 92 millions d'euros),
- compensant la baisse du produit des redevances spécialisées (- 6,7 % à 93 millions d'euros) sous l'effet de la baisse des prestations de dégivrage, conséquence d'un hiver exceptionnellement doux,
- et la baisse du produit des prestations industrielles (- 39,3 % à 24 millions d'euros) due à l'impact de la mise sous cocon en avril 2013 de la centrale de cogénération et d'un hiver doux ayant entraîné une baisse des ventes d'électricité (- 59,5 % à 9 millions d'euros).

Le montant des éliminations inter-segment¹ s'élève à 186 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014.

¹ Chiffre d'affaires interne réalisé entre segments

EBITDA

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	1 347	1 346	+0,1%
Production immobilisée	42	30	+42,5%
Charges courantes	(876)	(893)	-1,8%
Achats consommés	(51)	(75)	-32,7%
Services extérieurs	(317)	(336)	-5,4%
Charges de personnel	(374)	(378)	-0,9%
Impôts et taxes	(124)	(92)	+35,0%
Autres charges d'exploitation	(10)	(13)	-18,7%
Autres charges et produits	15	4	n.a.
EBITDA	528	487	+8,4%
EBITDA / CA	39,2%	36,2%	+3,0pt

L'**EBITDA** est en forte croissance (+8,4 % à 528 millions d'euros), reflétant la baisse des charges courantes (voir ci-après). Le taux de marge brute¹ pour les six premiers mois de l'année 2014 est en hausse de 3,0 points à 39,2 %.

La **production immobilisée**, qui correspond à l'immobilisation de prestations d'ingénierie effectuées sur des projets d'investissements, est en hausse de 42,5 % à 42 millions d'euros, en raison de nouvelles méthodes de comptabilisation.

Les **charges courantes du Groupe** sont en baisse de 1,8 % à 876 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014, en raison d'un hiver exceptionnellement doux ayant entraîné une baisse des coûts liés au traitement des épisodes neigeux (à titre d'illustration, le surcoût entraîné par les fortes chutes de neige du 1^{er} semestre 2013 avait été évalué à 18 millions d'euros²) et à la poursuite des économies réalisées dans le cadre du plan d'efficacité et de modernisation.

Les **achats consommés** sont en baisse de 32,7 % à 51 millions d'euros en raison notamment d'un montant d'achat de produits hivernaux moins élevé qu'en 2013.

Les **charges liées aux services externes** diminuent également de 5,4 % à 317 millions d'euros, principalement en raison d'un reclassement au 1^{er} semestre 2014 de la TVA des prestations de sûreté en impôts et taxes³. Le montant des **impôts et taxes** est en conséquence en hausse de 35,0 %, à 124 millions d'euros.

Les **charges de personnel** sont en légère baisse à 0,9 % et s'établissent à 374 millions d'euros. Les effectifs du Groupe s'élèvent à 9 234 employés⁴ sur le 1^{er} semestre 2014, en légère hausse de 0,8 %.

	S1 2014	S1 2013	Variation 2014 / 2013
Charges de personnel (en millions d'euros)	374	378	-0,9 %
Aéroports de Paris	311	312	-0,2 %
Filiales	63	65	-4,0 %
Effectifs moyens (en Equivalent Temps Plein)	9 234	9 162	+0,8 %
Aéroports de Paris	6 843	6 866	-0,3 %
Filiales	2 391	2 296	+4,2 %

Les effectifs de la maison-mère sont en légère baisse de 0,3 % à 6 843 employés et les charges de personnel correspondantes diminuent de 0,2 % à 311 millions d'euros.

Les **autres charges d'exploitation** s'inscrivent en baisse de 18,7 % à 10 millions d'euros.

Les **autres charges et produits** représentent un produit de 15 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014 contre un produit de 4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, principalement suite à des reprises de provisions fiscales.

¹ EBITDA / chiffre d'affaires

² Hors surcoûts des épisodes neigeux du 1^{er} semestre 2013, les charges courantes du Groupe auraient légèrement crû de +0,2 % au 1^{er} semestre 2014 et celles de la maison mère (ADP SA) qui sont en retrait de 1,5 % sur le 1^{er} semestre 2014, auraient crû de 0,7 %

³ Voir annexe 12 des comptes consolidés au chapitre 20. A périmètre comparable, les charges liées aux services externes auraient diminué de 0,7 % et les impôts et taxes auraient augmenté de 14,9 %

⁴ Equivalent temps plein

Résultat net part du Groupe

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	1 347	1 346	+0,1%
EBITDA	528	487	+8,4%
Dotations aux amortissements	(213)	(215)	-1,1%
Quote-part de résultat des MEE opérationnelles après ajustements liés aux prises de participation	28	14	+98,2%
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	343	286	+19,9%
Résultat opérationnel (yc MEE opérationnelles)	343	286	+19,9%
Résultat financier	(59)	(67)	-12,3%
Résultat des sociétés mises en équivalence non-opérationnelles	(2)	(2)	+0,0%
Résultat avant impôts	282	217	+29,8%
Impôts sur les bénéfices	(99)	(92)	+8,1%
Résultat net part du Groupe	182	125	+45,7%

Le **résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles)** s'établit en forte hausse de 19,9 % à 343 millions d'euros et bénéficie de la progression de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles après ajustements liés aux prises de participation (+ 98,2 % à 28 millions d'euros). Les dotations aux amortissements sont en légère baisse de 1,1 % à 213 millions d'euros.

Le **résultat financier** est une charge de 59 millions d'euros, en baisse de 12,3 % grâce à la baisse de l'endettement brut.

Le ratio dette nette / capitaux propres est en hausse et s'élève à 79 % au 30 juin 2014 contre 78 % à fin 2013. L'endettement financier net du groupe Aéroports de Paris est stable et s'établit à 2 995 millions euros au 30 juin 2014, contre 2 999 millions d'euros à fin 2013.

La **charge d'impôt sur les sociétés**¹ augmente de 8,1 % à 99 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 182 millions d'euros, en hausse de 45,7 %.

Analyse par segment

Activités aéronautiques

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	801	791	+1,3%
Redevances aéronautiques	457	431	+6,2%
Redevances spécialisées	93	99	-6,7%
Revenus liés à la sûreté et à la sécurité aéroportuaires	229	240	-4,3%
Autres recettes	22	21	+3,8%
EBITDA	174	145	+20,3%
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	40	8	n.a.
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>21,8%</i>	<i>18,3%</i>	<i>+3,5pt</i>
<i>Résultat opérationnel courant / Chiffre d'affaires</i>	<i>5,0%</i>	<i>1,1%</i>	<i>+3,9pt</i>

Sur le 1^{er} semestre 2014, le chiffre d'affaires du segment progresse de 1,3 % à 801 millions d'euros.

Le produit des **redevances aéronautiques** (redevances passagers, atterrissage et stationnement) est en hausse de 6,2 % à 457 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014, bénéficiant de la croissance du trafic (+ 4,2 %) et de l'augmentation des tarifs (+3,0 % au 1^{er} avril 2013 et +2,95 % au 1^{er} avril 2014).

Le produit des **redevances spécialisées** diminue de 6,7 % à 93 millions d'euros, en raison principalement de la baisse du produit de la redevance dégivrage (- 65,4 % à 7 millions d'euros soit -13 millions d'euros), conséquence d'un hiver exceptionnellement doux.

Les **revenus liés à la sûreté et à la sécurité aéroportuaire**² sont en baisse de 4,3 % à 229 millions d'euros reflétant la baisse des coûts de sûreté.

¹ Le taux nominal est stable à 38,0 % (voir note 16 des annexes aux comptes consolidés au chapitre 20)

² Anciennement intitulés "Taxe d'aéroport"

Les **autres recettes** sont constituées notamment de refacturations à la Direction des Services de la Navigation Aérienne et de locations liées à l'exploitation des aérogares. Elles sont en hausse de 3,8 % à 22 millions d'euros.

L'**EBITDA** est en hausse de 20,3 % à 174 millions d'euros, grâce notamment à la maîtrise des charges courantes et à l'absence d'épisodes neigeux qui ont notamment entraîné une baisse des achats consommés de 12 millions d'euros. Pour mémoire, au 1^{er} semestre 2013, l'impact négatif sur l'EBITDA des épisodes neigeux s'élevait à 7 millions d'euros. Le taux de marge brute augmente de 3,5 points et s'établit à 21,8 %.

Les **dotations aux amortissements** sont en légère baisse (- 1,6 %) à 135 millions d'euros faisant ressortir le **résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles)** en forte hausse à 40 millions d'euros contre 8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

Commerces et services

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	466	472	-1,3%
Activités commerciales	186	181	+3,0%
Parkings	92	82	+12,3%
Prestations industrielles	24	39	-39,3%
Recettes locatives	52	53	-2,3%
Autres	111	117	-4,5%
EBITDA	265	261	+1,3%
Résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles	3	3	+7,1%
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	216	213	+1,1%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>56,8%</i>	<i>55,3%</i>	<i>+1,5pt</i>
<i>Résultat opérationnel courant / Chiffre d'affaires</i>	<i>46,4%</i>	<i>45,3%</i>	<i>+1,1pt</i>

Sur le 1^{er} semestre 2014, le chiffre d'affaires du segment est en baisse de 1,3 % à 466 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires des **activités commerciales** (loyers perçus sur les boutiques, les bars et restaurants, la publicité, les activités banques et change et les loueurs de voitures) progresse sur le 1^{er} semestre 2014 de 3,0 % à 186 millions d'euros.

Au sein de cet ensemble, les loyers issus des boutiques en zone côté pistes s'établissent à 132 millions d'euros en hausse de 3,2 %, sous l'effet de la dynamique du trafic (+ 4,2 %) et l'augmentation du chiffre d'affaires par passagers¹ (+ 0,7 % à 17,7 euros). Cette performance est principalement attribuable à la très bonne dynamique des autres points de vente (*Duty Paid*) dont le chiffre d'affaires par passager (CA/PAX) augmente de 6,2 % à 6,9 euros, grâce à la bonne performance des boutiques du terminal 2F et la diversification des boutiques Relay vers le snacking. Le chiffre d'affaires des points de vente hors taxes (*Duty Free*) dont le CA/PAX s'élève à 32,4 €, est stable.

Le chiffre d'affaires des **parkings** progresse de 12,3 % et s'établit à 92 millions d'euros, suite à l'affinement de la grille tarifaire.

Le chiffre d'affaires des **prestations industrielles** (fourniture d'électricité et d'eau) baisse de 39,3 % à 24 millions d'euros en raison de la mise sous cocon, à partir d'avril 2013, de la centrale de cogénération et d'un hiver exceptionnellement doux ayant entraîné une baisse des ventes d'électricité (- 59,5 %, à 9 millions d'euros) et de la baisse des ventes d'énergie thermique (- 18,3 %, à 11 millions d'euros).

Les **recettes locatives** (locations de locaux en aérogares) sont en retrait de 2,3 % à 52 millions d'euros.

Les **autres produits** (essentiellement constitués de prestations internes) sont en baisse de 4,5 % à 111 millions d'euros.

L'**EBITDA** du segment progresse de 1,3 % à 265 millions d'euros, grâce notamment à la maîtrise des charges courantes et à la mise sous cocon de la centrale de cogénération qui ont notamment entraîné une baisse des achats consommés de 13 millions d'euros. Le taux de marge brute gagne 1,5 point à 56,8 %.

Le **résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles)** s'établit en hausse de 1,1 %, à 216 millions d'euros sous l'effet conjoint d'une hausse modérée des dotations aux amortissements (+ 2,5 % à 52 millions d'euros) et de la progression (+ 7,1 % à 3 millions d'euros) de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalences opérationnelles (Société de Distribution Aéroportuaire, Relay@ADP et Media ADP).

¹ Chiffre d'affaires des boutiques côté pistes par passager au départ

Immobilier

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	131	133	-1,7%
<i>Externe</i>	106	107	-1,2%
<i>Interne</i>	25	26	-3,8%
EBITDA	82	78	+5,3%
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	63	57	+9,3%
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	63,1%	58,9%	+4,2pt
<i>Résultat opérationnel courant / Chiffre d'affaires</i>	47,9%	43,1%	+4,8pt

Sur le 1^{er} semestre 2014, le chiffre d'affaires du segment est en baisse de 1,7 % à 131 millions d'euros.

Le **chiffre d'affaires externe**¹ (106 millions d'euros) et le **chiffre d'affaires interne** (25 millions d'euros) sont en baisse respectivement de 1,2 % et 3,8 %, principalement sous l'impact de l'indexation négative des revenus sur l'indice du coût de la construction au 1^{er} janvier 2014².

Grâce à la maîtrise des charges courantes, l'**EBITDA** s'établit en hausse de 5,3 % à 82 millions d'euros. Le taux de marge brute s'établit à 63,1 % en hausse de 4,2 points.

Les dotations aux amortissements sont en baisse de 6,3 % à 19 millions d'euros. Le **résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles)** progresse de 9,3 % à 63 millions d'euros.

International et développements aéroportuaires³

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013 pro forma	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	38	38	+0,2%
EBITDA	(0)	(4)	n.a.
Quote-part de résultat des MEE opérationnelles après ajustements liés aux prises de participation	25	11	n.a.
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	25	7	n.a.
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	-0,8%	-10,5%	+9,7pt
<i>Résultat opérationnel courant / Chiffre d'affaires</i>	64,7%	19,0%	+45,7pt

Le chiffre d'affaires du segment international et développements aéroportuaires est stable à 38 millions d'euros. L'**EBITDA** est quasi nul, en progression de 4 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2013.

ADP Ingénierie voit son activité légèrement diminuer au 1^{er} semestre 2014. Son chiffre d'affaires s'élève à 31 millions d'euros, en baisse de 5,7 % du fait de la conclusion de projets. L'EBITDA et le résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) sont quasi nuls, en progression de 2 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2013. A fin juin, le carnet de commandes s'élève à 82 millions d'euros pour la période 2014 – 2018.

Aéroports de Paris Management voit son chiffre d'affaires progresser de 39,4 % à 7 millions d'euros. Son EBITDA est quasi nul et son résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) s'élève à 2 millions d'euros.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles (TAV Airports, TAV Construction et Schiphol Group)**, après ajustements liés aux prises de participation s'établit à 25 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 contre 11 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

Le **résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles)** du segment est par conséquent en hausse à 25 millions d'euros.

¹ Réalisé avec des tiers (hors Groupe)

² Au 1^{er} janvier 2014, l'Indice Coût Construction s'élève à -1,74 %

³ Voir le chapitre 3 pour les comptes pro forma

Autres activités

En millions d'euros (sauf indication contraire)	S1 2014	S1 2013 pro forma	Var.2014 / 2013
Chiffre d'affaires	97	98	-0,5%
EBITDA	7	7	+2,6%
Résultat opérationnel courant (yc MEE opérationnelles)	0	(0)	n.a.
<i>EBITDA / Chiffre d'affaires</i>	<i>7,0%</i>	<i>6,8%</i>	<i>+0,2pt</i>
<i>Résultat opérationnel courant / Chiffre d'affaires</i>	<i>0,1%</i>	<i>-0,2%</i>	<i>+0,3pt</i>

Sur le 1^{er} semestre 2014, le chiffre d'affaires du segment est en baisse de 0,5 % à 97 millions d'euros.

Au 1^{er} semestre 2014, **Hub One** voit son chiffre d'affaires augmenter de 1,6 % à 62 millions d'euros. L'EBITDA s'élève à 10 millions d'euros, en hausse de 37,0 %. Le résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) s'établit en hausse, à 3 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires d'**Alyzia Sûreté** est en hausse de 1,6 % à 33 millions d'euros. L'EBITDA est quasi nul.

Le **résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles)** du segment est quasi nul.

9.3 Faits marquants de la période

Evolution des redevances aéroportuaires

Au 1^{er} avril 2014, les tarifs des redevances principales et accessoires (hors PHMR) ont augmenté, en moyenne et à périmètre constant, de 2,95 %.

Remboursement obligataire

En janvier 2014, Aéroports de Paris a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 411 millions d'euros, arrivé à échéance, portant intérêt à 6,375 %.

Prise de fonction de Patrick Jeantet en tant que Directeur général délégué d'Aéroports de Paris

Le 1^{er} janvier 2014, Patrick Jeantet a pris ses fonctions de Directeur général délégué d'Aéroports de Paris, pour une durée indéterminée, sous réserve des dispositions de l'article L. 225-55 du Code de Commerce.

Relance du projet CDG Express

En janvier 2014, Frédéric Cuvillier, ministre chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, a annoncé en présence d'Augustin de Romanet, lors de sa visite à l'aéroport Paris-Charles de Gaulle, la relance du projet CDG Express par la création d'une société d'études qui réunira l'État, Réseau Ferré de France (RFF) et Aéroports de Paris. Le projet CDG Express consiste en la réalisation d'une liaison ferroviaire directe et dédiée entre le centre de Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle, qui doit permettre de renforcer l'attractivité de l'aéroport et ainsi de la France. La société d'études aura pour objet de s'assurer de la faisabilité et de la viabilité technique, juridique et financière de cette liaison.

Dividende voté par l'Assemblée générale

L'assemblée générale des actionnaires du 15 mai 2014 a voté la distribution d'un dividende de 1,85 euro par action, versé le 28 mai 2014. Ce dividende correspond à un taux de distribution de 60 % du résultat net consolidé part du Groupe de l'exercice 2013. Pour mémoire, le taux de distribution avait été augmenté de 50 % à 60 % en 2013, pour les dividendes versés au titre de l'exercice 2012.

10. Trésorerie et capitaux

10.2 Flux de trésorerie pour le premier semestre 2014

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	427	327
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(188)	(231)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(695)	(50)
Variation de la trésorerie	(457)	46
Trésorerie d'ouverture	1 053	796
Trésorerie de clôture	596	842

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Résultat opérationnel (yc MEE opérationnelles)	343	286
Amortissements et provisions	200	218
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(27)	(14)
Capacité d'autofinancement opérationnelle avant impôts	516	489
Variation du besoin en fonds de roulement	11	(80)
Impôts payés	(100)	(82)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	427	327

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Investissements corporels et incorporels	(165)	(177)
Dividendes reçus	36	33
Autres flux liés aux activités d'investissements	(60)	(88)
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissements	(188)	(231)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Encaissements provenant des emprunts à long terme	1	594
Remboursements des emprunts à long-terme	(414)	(342)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(183)	(205)
Autres flux liés aux activités de financement	(100)	(97)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(695)	(50)

10.3 Financement au 30 juin 2014

En millions d'euros	30/06/2014	31/12/2013
Dettes financières	3 692	4 154
Instruments financiers dérivés passif	19	22
Endettement financier brut	3 710	4 177
Instruments financiers dérivés actif	-117	-122
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-598	-1 056
Endettement financier net	2 995	2 999
Dettes nettes / fonds propres	79%	78%

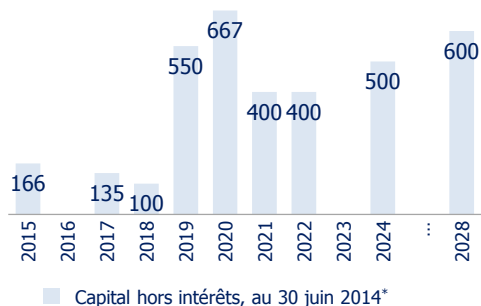
L'endettement financier net du groupe Aéroports de Paris s'établit à 2 995 millions euros au 30 juin 2014 contre 2 999 millions d'euros à fin 2013.

Le ratio dette nette / capitaux propres est en hausse et s'élève à 79 % au 30 juin 2014 contre 78 % à fin 2013. Aéroports de Paris est noté A+ par Standard & Poor's depuis mars 2014.

Situation financière solide au 30 juin 2014

Echéancier de la dette

En M€



- Dette nette : 3,0 Mds€ inchangée vs fin 2013
- 83% de la dette est à taux fixe**
 - Maturité moyenne : 7,2 ans
 - Coût moyen : 2,9 % vs 3,2 % à fin 2013
 - Gearing : 79% vs 78% à fin décembre 2013
- Rating A+, perspective stable (S&P) depuis mars 2014

* Valeurs nominales, après couverture de change
 ** Après prise en compte des couvertures de change

12. Informations sur les tendances

12.1 Evènements récents

Trafic des mois de juillet et d'août 2014

En juillet 2014, le trafic d'Aéroports de Paris est en hausse de 2,6 % par rapport au mois de juillet 2013 avec 9,0 millions de passagers accueillis, dont 6,3 millions à Paris-Charles de Gaulle (+ 3,9 %) et 2,7 millions à Paris-Orly (- 0,3 %).

En août 2014, le trafic d'Aéroports de Paris est en hausse de 5,2 % par rapport au mois d'août 2013 avec 9,3 millions de passagers accueillis, dont 6,5 millions à Paris-Charles de Gaulle (+ 6,2 %) et 2,8 millions à Paris-Orly (+ 2,9 %).

Sur les mois de juillet et août, le trafic sur les aéroports parisiens s'est élevé à 18,4 millions de passagers contre 17,7 millions à la même période l'an dernier. A noter que l'aéroport Paris-Charles de Gaulle a enregistré, dimanche 17 août 2014, un record historique de trafic avec 228 992 passagers accueillis en une seule journée.

Reconduction d'Augustin de Romanet en tant que Président-directeur général d'Aéroports de Paris

Le 23 juillet 2014, Augustin de Romanet de Beaune a été nommé Président-Directeur Général d'Aéroports de Paris par décret du Président de la République. Augustin de Romanet de Beaune avait été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur à compter du 15 juillet 2014 par l'assemblée générale mixte du 15 mai 2014 et le conseil d'administration du 15 juillet 2014 avait proposé au Président de la République qu'il soit renouvelé aux fonctions de Président-directeur général de la société. Il a été auditionné, le 22 juillet 2014, par les commissions du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale et du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Constitution, qui ont émis à l'unanimité un avis favorable à sa nomination.

Mouvement social des pilotes d'Air France

Le mouvement de grève des pilotes d'Air France intervenu entre le 15 septembre et le 28 septembre 2014 a affecté le trafic passagers et les mouvements d'avion des plates-formes de Paris-Charles de Gaulle et de Paris-Orly.

Compte tenu de la fourchette d'hypothèse de trafic annoncée lors de la publication des résultats semestriels en juillet 2014 et des prudences qu'elle pouvait comporter, cet événement ne remet pas en cause, à la date du 30 septembre 2014, l'hypothèse communiquée de croissance de trafic passagers, ni les prévisions de croissance d'EBITDA et de résultat net du groupe Aéroports de Paris pour l'année 2014. Un point d'étape sera réalisé lors de la présentation du chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2014

Nouvelle composition du Conseil d'administration d'Aéroports de Paris

La nouvelle composition du Conseil d'administration d'Aéroports de Paris au 15 juillet 2014 est la suivante :

ADMINISTRATEURS DESIGNES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DU 15 MAI 2014

M. Augustin de ROMANET

M. Jacques GOUNON

Mme Els de GROOT

M. Jos NIJHUIS

Société VINCI (représentant permanent : Xavier Huillard)

Société PREDICA (représentant permanent : Emmanuelle Yannakis)

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT L'ÉTAT NOMMES PAR DECRET DU 11 JUILLET 2014

Mme Geneviève CHAUX DEBRY

Mme Solenne LEPAGE

Mme Muriel PENICAUD

M. Michel LALANDE

M. Gilles LEBLANC

M. Michel MASSONI

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT LES SALARIES ELUS LE 20 MAI 2014

Mme Marie-Anne DONSIMONI

Mme Brigitte BLANC

M. Serge GENTILI

M. Frédéric GILLET

M. Jean-Paul JOUVENT

M. Frédéric MOUGIN

AUTRES MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE

M. Patrick GANDIL

M. Paul SCHWACH

Mme Caroline MONTALCINO

M. Joël VIDY

CENSEURS AVEC VOIX CONSULTATIVE NOMMES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 15 MAI 2014

Mme Christine JANODET

M. Bernard IRION

13. Prévisions de bénéfice

13.2 Prévision du groupe en 2014

Actualisation des prévisions 2014

	Prévisions 2014 annoncées lors des résultats annuels 2013 ¹	Prévisions 2014 actualisées
Hypothèse de croissance de trafic par rapport à 2013	+2,0%	Entre + 2,7 % et + 3,2 %
EBITDA consolidé	Croissance supérieure à celle du trafic	Supérieur à 1 100 millions d'euros ²
Résultat net part du Groupe	En ressaut marqué	Inchangée

13.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les prévisions de bénéfice

Monsieur le Président-directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) n° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de résultat du groupe Aéroports de Paris incluses dans le paragraphe « Prévisions du groupe en 2014 » du chapitre 13 de l'actualisation du document de référence daté du 2 octobre 2014.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) n° 809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions.

Il nous appartient d'exprimer, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2 du règlement (CE) n° 809/2004, une conclusion sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques du groupe Aéroports de Paris. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- Les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- La base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par le groupe Aéroports de Paris.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt de l'actualisation du document de référence auprès de l'AMF et, le cas échéant, de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels un prospectus comprenant l'actualisation du document de référence, visé par l'AMF serait notifié, et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris-La Défense, le 2 octobre 2014
Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Philippe Arnaud
Associé

ERNST & YOUNG et Autres
Jacques Pierres
Associé

¹ Pour plus d'information voir le communiqué financier du 19 février 2014 disponible sur www.aeroportsdeparis.fr

² 1 100 millions d'euros correspond à la borne basse de l'objectif d'EBITDA 2015

14. Organes d'administration et de direction générale

14.1 Conseil d'administration

Depuis le 22 juillet 2005, Aéroports de Paris est une société anonyme à conseil d'administration.

Composition du Conseil d'administration

Depuis le 15 juillet 2009, la société est administrée par un conseil d'administration de dix-huit membres composé conformément à l'article 6 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du service public et à l'article 13 des statuts d'Aéroports de Paris.

Ces dix-huit membres sont répartis en trois collèges : six administrateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires, six administrateurs représentant l'État et six administrateurs représentant des salariés.

Au cours de l'exercice 2014, conformément aux termes de l'article 13 des statuts de la société, le mandat de l'ensemble des administrateurs est venu à échéance le 14 juillet 2014.

Un nouveau mandat des administrateurs et des censeurs a donc pris effet le 15 juillet 2014, pour une durée de cinq ans.

Les administrateurs représentants de l'État sont désormais Solenne Lepage, Michel Massoni, Geneviève Chaux Debry, Muriel Pénicaud, Gilles Leblanc et Michel Lalande, nommés par décret en date du 11 juillet 2014.

Les administrateurs représentants des salariés ont été élus le 20 mai 2014, conformément à la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, par les salariés d'Aéroports de Paris et de certaines de ses filiales. Il s'agit de Frédéric Gillet (CFE/CGC), Serge Gentili (FO), Brigitte Blanc (CGT), Jean-Paul Jouvant (UNSA/SAPAP), Frédéric Mouglin (CGT) et Marie-Anne Donsimoni (CFE/CGC).

Les actionnaires, réunis en assemblée générale le 15 mai 2014, ont renouvelé les mandats d'administrateurs de Augustin de Romanet de Beaune, Jacques Gounon, Jos Nijhuis et Els de Groot et ont également nommé la société Predica Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole, représentée par Emmanuelle Yannakis, et la société Vinci, représentée par Xavier Huillard.

Dans le cadre de l'article 13 des statuts, Bernard Irion et Christine Janodet ont été nommés en qualité de censeurs par l'assemblée générale des actionnaires du 15 mai 2014. Les censeurs assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Par ailleurs, l'assemblée générale du 15 mai 2014 a ratifié la cooptation de Géraldine Picaud en qualité d'administrateur (Conseil d'administration du 31 juillet 2013), de Xavier Huillard et de Jérôme Grivet, en qualité de censeurs (Conseil d'administration du 29 novembre 2013). Leurs mandats sont venus à échéance le 14 juillet 2014 comme indiqué ci-avant.

L'article R. 251-1 du Code de l'aviation civile prévoit que le ministre chargé de l'Aviation civile désigne par arrêté un commissaire du Gouvernement et un commissaire du Gouvernement adjoint habilités à siéger, avec voix consultative, au conseil d'administration d'Aéroports de Paris. Patrick Gandil, Directeur général de l'aviation civile, et Paul Schwach, Directeur du transport aérien, ont été nommés respectivement commissaire du Gouvernement et commissaire du Gouvernement adjoint auprès d'Aéroports de Paris par arrêtés du ministre chargé de l'Aviation civile du 19 octobre 2007 et du 22 septembre 2008.

Caroline Montalcino, Contrôleur général Economique et Financier, et Joël Vidy, Secrétaire du comité d'entreprise, assistent également au conseil d'administration sans voix délibérative.

Le conseil d'administration d'Aéroports de Paris, soucieux de l'intérêt social, est équilibré dans sa composition afin de garantir aux actionnaires et au marché l'accomplissement de ses missions avec indépendance et objectivité. Le faible nombre d'administrateurs indépendants est dû à la composition du conseil d'administration encadré par :

- la loi de démocratisation du secteur public qui réserve 1/3 de sièges aux représentants des salariés élus par les salariés, non pris en compte pour calculer la part des administrateurs indépendants ;
- le décret-loi du 30 octobre 1935 qui réserve à l'État un nombre de siège proportionnel à sa participation dans le capital de la société, soit 6 membres désignés par décret ;
- les 6 autres membres sont désignés par l'assemblée générale ordinaire. Parmi ces 6 membres, 4 membres sont considérés comme ne répondant pas aux critères d'indépendance du Code AFEP-MEDEF.

Critères d'indépendance du Code AFEP-MEDEF	
Non conforme	Conforme
Administrateurs désignés par l'assemblée générale	
M. Augustin de Romanet	Président-directeur général
M. Jacques Gounon	Administrateur indépendant
Mme Els de Groot	Accord de coopération industrielle
M. Jos Nijhuis	Accord de coopération industrielle
Société Vinci représentée par M. Xavier Huillard	Relation d'affaires significatives
Société Predica représentée par Mme Emmanuelle Yannakis	Administrateur indépendant
Mme Els de Groot	Accord de coopération industrielle
M. Jos Nijhuis	Accord de coopération industrielle
Administrateurs représentant l'État	
Mme Solenne Lepage	Actionnaire majoritaire
Mme Geneviève Chauv Debry	Actionnaire majoritaire
Mme Muriel Pénicaud	Actionnaire majoritaire
M. Gilles Leblanc	Actionnaire majoritaire
M. Michel Lalande	Actionnaire majoritaire
M. Michel Massoni	Actionnaire majoritaire

La dérogation à la recommandation au Code AFEP-MEDEF sur la règle d'au moins un tiers d'administrateurs indépendants est expliquée dans le rapport du Président, joint en annexe du Document de référence 2013.

Administrateurs nommés par l'assemblée générale

AUGUSTIN DE ROMANET

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL D'AEROPORTS DE PARIS RENOUVELE PAR DECRET DU 24 JUILLET 2014

Date de naissance :

2 avril 1961

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Coopté par le conseil d'administration du 12 novembre 2012, en remplacement de M. Pierre Graff, ratifié par l'assemblée générale du 16 mai 2013.

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014 (renouvelé par l'Assemblée Générale du 15 mai 2014)

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<p>GRUPE AEROPORTS DE PARIS</p> <p><u>Segment international et développement aéroportuaires</u></p> <p>Groupe TAV, sociétés anonymes soumises au droit turc :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ TAV Havalimanlari Holding A.S. (TAV Airports), société cotée en Turquie : <ul style="list-style-type: none"> – Administrateur et Vice-Président du conseil d'administration – Vice-Président du comité de la gouvernance d'entreprise – Vice-Président du comité des risques – Vice-Président du comité des nominations ■ TAV Yatirim Holding A.S. (TAV Investment) : <ul style="list-style-type: none"> – administrateur et Vice-Président du conseil d'administration 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit de NV Luchthaven Schiphol, société soumise au droit néerlandais, de février 2013 à octobre 2013 ■ Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (Institution financière publique – Établissement public) de mars 2007 à mars 2012 ■ Membre du conseil des prélèvements obligatoires (institution indépendante et rattachée à la Cour des comptes) d'avril 2008 à décembre 2012 ■ Représentant permanent de la Caisse des dépôts et consignations : <ul style="list-style-type: none"> – conseil d'administration de La Poste (société anonyme) et membre du comité des rémunérations et de la gouvernance d'avril 2011 à mars 2012 – conseil d'administration d'Icade (société par actions simplifiée cotée) de novembre 2007 à janvier 2011

- TAV Tepe Akfen Yatirim Insaat Ve Isletme A.S. (1) (TAV Construction) :
 - administrateur et Vice-Président du conseil d'administration

Segment commerces et services :

- Média Aéroports de Paris, société par actions simplifiée, co-entreprise avec JC Decaux
 - Président et administrateur
- Société de Distribution Aéroportuaire (SDA), société par actions simplifiée, co-entreprise avec Lagardère
 - Membre du Conseil
- Relay@ADP, société par actions simplifiée, co-entreprise avec Lagardère
 - Membre du Conseil de direction

AUTRES MANDATS :

- Airport Council International (ACI) Europe, Association internationale sans but lucratif soumise au droit belge
 - Premier Vice-président
 - Membre du comité exécutif et du conseil d'administration
- Musée du Louvre-Lens, établissement public de coopération culturelle
 - Administrateur
- Régie Autonome des Transports parisiens (RATP), établissement public à caractère industriel et commercial
 - Administrateur

- Président du :
 - conseil d'administration d'Egis (société anonyme) de janvier 2011 à juillet 2012
 - conseil de surveillance de la Société Nationale Immobilière – SNI (société anonyme d'économie mixte) de mars 2007 à mars 2012
 - directoire des Fonds de réserve des retraites (FRR) (établissement public à caractère administratif) de mars 2007 à mars 2012
 - conseil d'administration des Fonds stratégiques d'investissement – FSI (société anonyme) de décembre 2008 à mars 2012
- Vice-Président du conseil des investisseurs d'InfraMed (société par actions simplifiée) de mai 2010 à août 2012
- Administrateur de :
 - OSEO (société anonyme) et membre du comité des nominations et des rémunérations, de décembre 2010 à mars 2012
 - Veolia environnement (société anonyme cotée), de septembre 2009 à février 2012
 - FSI-PME Portefeuille (société par actions simplifiée) de mars 2008 à avril 2012
 - CNP assurances (société anonyme cotée) et membre du comité des rémunérations et des nominations et du comité stratégique, de juillet 2007 à mars 2012
 - CDC Entreprises (société par actions simplifiée), d'octobre 2007 à avril 2012
 - Dexia (société anonyme cotée, de droit belge), et membre du comité stratégique et du comité des nominations et des rémunérations, de mai 2007 à janvier 2011
 - Accor (société anonyme cotée) et membre du comité stratégique et du comité des nominations et des rémunérations, de 2007 à 2009

(1) Filiale de Tav Yatirim Holding.

JACQUES GOUNON

ADMINISTRATEUR INDEPENDANT

Date de naissance :

25 avril 1953

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Coopté le 2 juillet 2008, ratifiée par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014 (renouvelé par l'Assemblée générale du 15 mai 2014)

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
■ Président-Directeur général du groupe Eurotunnel (GET SA), société anonyme cotée	■ Néant

JOS NIJHUIS

Date de naissance :

21 juillet 1957

Nationalité :

Néerlandaise

Date de première nomination :

Assemblée générale du 28 mai 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014 (renouvelé par l'Assemblée générale du 15 mai 2014)

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Président-Directeur général de Schiphol Group NV (société soumise au droit néerlandais)■ Membre du Conseil de Surveillance de National Opera & Ballet (Pays-Bas)■ Membre du Conseil de Surveillance de SNS Reaal NV (Pays-Bas)■ Membre du Conseil et Président de Cluster Logistics of Amsterdam Economic Board (Pays-Bas)■ Membre du Conseil et membre du Comité Exécutif de ACI Europe■ Membre du Conseil général et du Conseil exécutif de Confederation of Netherlands Industry and Employers (VNO-NCW) (Netherlands);■ Membre du Conseil de Surveillance et Président du comité d'audit de Aon Group Nederland bv (Pays-Bas)■ Membre du Conseil de Surveillance de Kids Moving the World;■ Membre du Conseil de Surveillance de Stichting Leefomgeving Schiphol	<ul style="list-style-type: none">■ Président du directoire de PricewaterhouseCoopers (Pays-Bas) de 2002 à 2008

ELS DE GROOT

Date de naissance :

27 avril 1965

Nationalité :

Néerlandaise

Date de première nomination :

Cooptée le 28 juin 2012, en remplacement de M. Pieter Verboom, ratifiée par l'assemblée générale du 16 mai 2013

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014 (renouvelé par l'Assemblée générale du 15 mai 2014)

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Membre du Directoire et Directeur financier de Schiphol Group NV (société soumise au droit néerlandais)■ Membre du comité de surveillance et Président du comité d'audit de « Beter Bed Holding » (Pays-Bas) depuis 2011■ Administrateur de « Néoposine BV » depuis 2008 (Pays-Bas)	<ul style="list-style-type: none">■ Directeur financier par intérim de « Van Lanschot Bankiers » (Pays-Bas) de 2009 à 2010■ Diverses fonctions de direction au sein de « ABN AMRO BANK » (Pays-Bas) de 1987 à 2008, notamment Vice-Président exécutif de « Group Risk Management » de 2003 à 2008

XAVIER HUILLARD REPRESENTANT PERMANENT DE LA SOCIETE VINCI

Date de naissance :

27 juin 1954

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Société VINCI nommée administrateur par l'Assemblée générale du 15 mai 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Président-directeur général de VINCI, société anonyme cotée <p>Mandats au sein du Groupe VINCI :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Président de VINCI Concessions Management SAS■ Président du Conseil de surveillance de VINCI Deutschland GmbH■ Représentant permanent de VINCI, Administrateur au Conseil d'administration de :<ul style="list-style-type: none">- VINCI Energies- Eurovia■ Représentant permanent de SNEL, Administrateur au Conseil d'administration d'ASF,■ Représentant permanent de VINCI Autoroutes, Administrateur au Conseil d'administration de Cofiroute■ Président de la Fondation d'entreprise VINCI pour la Cité <p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Président de l'Institut de l'Entreprise	<ul style="list-style-type: none">■ Censeur au Conseil d'administration d'Aéroports de Paris, du 01/12/13 au 14/07/14. <p>Groupe VINCI</p> <ul style="list-style-type: none">■ Président de VINCI Concessions (SAS)■ Président-directeur général de VINCI Concessions (SA)■ Président du Conseil d'administration de VINCI Concessions (SA)■ Administrateur de VINCI plc■ Administrateur de VINCI Investments Ltd■ Administrateur de Soletanche Freyssinet■ Administrateur de Cofiroute■ Membre du conseil de surveillance de VINCI Energies Deutschland GmbH■ Représentant permanent de VINCI Concessions, Administrateur au Conseil d'administration d'ASF Holding

EMMANUELLE YANNAKIS – REPRESENTANTE PERMANENTE DE LA SOCIETE PREDICA, ADMINISTRATEUR INDEPENDANT

Date de naissance :

9 mai 1970

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Société PREDICA nommée administrateur par l'Assemblée générale du 15 mai 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Secrétaire Générale, membre du Comité Exécutif de CAA, société anonyme non cotée, depuis janvier 2014.■ Administrateur de :<ul style="list-style-type: none">- Médicale de France, société anonyme- SPIRICA et LIFESIDE PATRIMOINE, société anonyme- CA Risk Insurance et CA Reinsurance, société anonyme luxembourgeoise■ Présidente de :<ul style="list-style-type: none">- CA Risk Insurance et CA Reinsurance, société anonyme luxembourgeoise	<p>Fonctions :</p> <p>CREDIT AGRICOLE SA : de juin 2008 au 31 décembre 2013</p> <ul style="list-style-type: none">■ Directrice de la Comptabilité et la consolidation du Groupe■ Membre du Comité de Direction du Pôle Finances Groupe et du Comité de Direction de la ligne métier finances du groupe. <p>PACIFICA (Compagnie d'Assurances Dommage du Groupe Crédit Agricole) : de janvier 2005 à juin 2008</p> <ul style="list-style-type: none">■ Directeur Financier,■ Membre du Comité de Direction de PACIFICA, Membre du Comité de Direction de la Ligne Métier Finances du Groupe

CREDIT AGRICOLE SA : de juin 2002 au 31 décembre 2004

- Relation Investisseurs, Direction Finances Groupe

ARTHUR ANDERSEN : d'avril 1996 à juin 2002

- Département d'audit, Manager

ARTHUR ANDERSEN INTERNATIONAL: de septembre 1995 à avril 1996

- Fiscaliste junior

Mandats :

- EMPORIKI Bank (et membre du Comité d'audit), de 2009 à 2013
 - CACEIS de 2012 à 2013
-

Administrateurs représentants de l'État

GENEVIEVE CHAUX DEBRY

Date de naissance :

18 juin 1958

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Décret du 11 juillet 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

**AUTRES MANDATS ET FONCTIONS
EN COURS**

- Présidente du Conseil de surveillance de la société anonyme Aéroport de Bordeaux-Mérignac
- Administrateur civil honoraire
- Rapporteur à la Cour des Comptes

**MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN
AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES**

- Admise à faire valoir ses droits à la retraite de la fonction publique à/c du 30 juin 2011
 - Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace de janvier 2010 à juin 2011
 - Directeur régional de l'équipement d'Alsace et directeur départemental de l'équipement du Bas-Rhin de mars 2007 à janvier 2010
 - Directeur départemental de l'équipement du Finistère, de 2001 à 2007
-

MURIEL PENICAUD

Date de naissance :

31 mars 1955

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Décret du 11 juillet 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

**AUTRES MANDATS ET FONCTIONS
EN COURS**

- Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux
- Présidente de l'Agence française pour les investissements

**MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN
AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES**

- Directrice générale des ressources humaines, Présidente du Conseil d'administration du fonds Danone Ecosystème, de 2008 à mai 2014
-

<ul style="list-style-type: none"> internationaux (AFII) ▪ Directrice générale d'UbiFrance, l'Agence française pour le développement international des entreprises ▪ Présidente : <ul style="list-style-type: none"> - du Conseil National Éducation Économie - de Agro Paris Tech (Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement) ▪ Administratrice de : <ul style="list-style-type: none"> - Orange et Présidente du Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale - la SNCF (société nationale des chemins de fer français) et Présidente du Comité transports et Logistique ▪ Personne qualifiée au Comité de pilotage de la Nouvelle France Industrielle ▪ Co-fondatrice et vice-présidente de TV DMA, première TV académique et Management et Droit des affaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membre du Comité exécutif de Dassault Systèmes (2002 à 2008), Directeur général adjoint en charge de l'organisation, des ressources humaines et du développement durable. ▪ Membre du Comité exécutif de Danone et divers postes de direction occupés chez Danone, entre 1993 et 2002 ▪ Conseillère du Ministre de 1991 à 1993 ▪ Divers postes de direction au Ministère du Travail de 1985 à 2002 ▪ Administratrice territoriale
---	---

SOLENNE LEPAGE

Date de naissance :

7 février 1972

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Décret du 24 septembre 2012, en remplacement de M. Alexis Kohler

Renouvellement du mandat :

Décret du 11 juillet 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Directrice de Participations Transports à l'Agence des participations de l'État – Ministère des Finances et des Comptes publics – Ministère de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique ▪ Membre du conseil d'administration en qualité de représentant de l'État : <ul style="list-style-type: none"> - Réseau Ferré de France (RFF) – Établissement public à caractère industriel et commercial - SNCF (société nationale des chemins de fer français) – Établissement public à caractère industriel et commercial - RATP (Régie autonome des transports parisiens) – Établissement public à caractère industriel et commercial - Air France – KLM – société anonyme cotée 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chef du bureau DB1 (EDF et autres participations) – Agence des participations de l'État au ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi puis au ministère de l'Économie et des Finances de 2009 à juin 2012 ▪ Membre du Conseil de surveillance, en qualité de représentant de l'État : <ul style="list-style-type: none"> - du Grand port maritime du Havre – Établissement public, de juillet 2012 à mars 2013 - Aéroports de la Côte d'Azur – société anonyme, de septembre 2012 à mai 2013 ▪ Membre du conseil d'administration en qualité de représentant de l'État : <ul style="list-style-type: none"> - Société nationale de programme France Télévisions – société anonyme, de septembre 2012 à septembre 2013 - Société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France – société anonyme, de septembre 2012 à septembre 2013 - Société de financement et d'investissement pour la réforme et le développement (SOFIRED), entreprise publique, de mars 2011 à janvier 2013. - Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies (LFB) de 2011 à octobre 2012

GILLES LEBLANC

Date de naissance :

3 mai 1954

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Décret du 11 juillet 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">▪ Directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement de la Région Île-de-France▪ Membre du Conseil d'administration en qualité de représentant de l'État :<ul style="list-style-type: none">- Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche (EPA DESA)- Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP)- Port autonome de Paris (PAP)- Établissement public d'aménagement Orly-Rungis Seine Amont (EPA ORSA)- Régie Autonome des Transports publics Parisiens (RATP)	<ul style="list-style-type: none">▪ Membre permanent du Conseil général de l'environnement et du développement durable de 2012 à mars 2014▪ Coordonnateur du collège prévention des risques naturel et technologies de 2012 à mars 2014▪ Président de la commission nationale d'évaluation de la sécurité des transports guidés, de février 2012 à février 2014▪ Président de la commission nationale de téléphériques, de février 2012 à février 2014▪ Commissaire du Gouvernement auprès du grand port maritime de la Martinique, de février 2012 à février 2014▪ Haut fonctionnaire en charge de la mise en œuvre de la réforme dit du permis de conduire, de 2008 à 2009▪ Membre de la direction générale des services du Conseil général du Val-d'Oise, de 2010 à 2012▪ Membre de la Mission interministérielle pour la reconstruction d'Haiti, en 2010

MICHEL MASSONI

Date de naissance :

20 septembre 1950

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Décret du 26 avril 2013, en remplacement de Mme Régine BREHIER

Renouvellement du mandat :

Décret du 11 juillet 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">• Coordonnateur du collège "Économie et régulation" au Conseil général de l'environnement et du Développement durable – Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'Énergie	<ul style="list-style-type: none">• Administrateur au Réseau ferré de France (RFF) Établissement public à caractère industriel et commercial, de 2008 à 2012

MICHEL LALANDE

Date de naissance :

8 janvier 1955

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Décret du 11 juillet 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Secrétaire général du ministère de l'intérieur■ Haut fonctionnaire de défense et haut fonctionnaire chargé du développement durable au ministère de l'intérieur■ Haut fonctionnaire en charge de l'égalité des droits au ministère des droits des femmes■ Administrateur de :<ul style="list-style-type: none">- l'Ecole Nationale d'Administration (ENA)- Pôle Emploi- ACSé (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances).	<ul style="list-style-type: none">■ Préfet de la Basse Normandie, préfet du Calvados d'août 2012 à juin 2014■ Préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion de janvier 2010 à août 2012■ Préfet de la Saône-et-Loire d'avril 2008 à janvier 2010

Administrateurs représentant des salariés

MARIE-ANNE DONSIMONI

Date de naissance :

8 mai 1961

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

7 septembre 2011, en remplacement de M. Jean-Louis Pigeon, élection du 26 juin 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014, réélue le 20 mai 2014

Parrainé par le syndicat :

CFE-CGC

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Responsable Politique Immobilier Interne au sein du Pôle Politique Occupants Internes (IMОВI)■ Administrateur de GIE-REUNICA (Association)■ Administrateur de GIE SYSTALIANS (Association)■ Administrateur, Présidente de la commission sociale et Présidente du conseil d'administration de Réuni-Retraite-Cadres (Association)■ Administrateur de l'Association Sommitale du groupe Réunionica	<ul style="list-style-type: none">■ Néant

BRIGITTE BLANC

Date de naissance :

25 novembre 1962

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Élection du 20 mai 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

Parrainé par le syndicat :

CGT

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	ET	FONCTIONS MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">▪ Cadre affaires transversales en charge du Suivi des relations avec le client DGAC (SNAsRP) pour CDG et Le Bourget		<ul style="list-style-type: none">▪ Néant

SERGE GENTILI

Date de naissance :

16 mai 1956

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Élection du 26 juin 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014, réélu le 20 mai 2014

Parrainé par le syndicat :

FO

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">▪ Agent commercial information à Paris-Charles-de-Gaulle	<ul style="list-style-type: none">▪ Néant

FREDERIC GILLET

Date de naissance :

19 février 1972

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Élection du 20 mai 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

Parrainé par le syndicat :

CFE/CGC

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sapeur pompier ADP à Paris-Charles-de-Gaulle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Néant

JEAN-PAUL JOUVENT

Date de naissance :

31 janvier 1961

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Élection du 3 juin 2004 avec prise de fonction le 18 décembre 2008, réélu le 26 juin 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014, réélu le 20 mai 2014

Parrainé par le syndicat :

UNSA/SAPAP

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chargé de mission Epargne salariale et Actionnariat salarié – DRHS - Orly 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Néant

FREDERIC MOUGIN

Date de naissance :

1^{er} avril 1952

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Élection du 26 juin 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014, réélu le 20 mai 2014

Parrainé par le syndicat :

CGT

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adjoint au chef de section infrastructures de l'UO Aires Aéronautiques à Orly 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Néant

Censeurs

BERNARD IRION

Date de naissance :

18 mars 1937

Nationalité :

Française

Date de nomination :

Assemblée générale du 15 mai 2014

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vice-Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie départementale de Paris (CCI-Paris) ▪ Administrateur de F4 – Société anonyme ▪ Administrateur représentant permanent de la CCIR à la SAEMES Société anonyme ▪ Administrateur représentant la CCIR à la SEMAVIP (Société d'économie mixte Ville de Paris) – Société anonyme ▪ Administrateur et vice-président à la SIPAC (société Immobilière du Palais des Congrès) (groupe CCIR) – Société anonyme ▪ Membre du comité des Partenaires du STIF (Syndicat des Transports de l'Île de France) en qualité de représentant du CRCI (Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Paris Île de France). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aéroports de Paris : Censeur au Conseil d'administration de juillet 2009 à novembre 2013 - Administrateur de 1999 à 2009 ▪ Administrateur de CITER (Société anonyme) de 2002 à 2010 ▪ Administrateur et Président de la société d'exploitation du parc Expo Nord Villepinte (Société anonyme) de 1998 à 2008 ▪ Administrateur et Président de la société d'exploitation du parc Expo Nord Le Bourget (Société par actions simplifiée) de 2003 à 2008

CHRISTINE JANODET

Date de naissance :

29 septembre 1956

Nationalité :

Française

Date de première nomination :

Assemblée générale du 28 mai 2009

Ancien mandat :

15 juillet 2009

Date de début du mandat actuel :

15 juillet 2014 (renouvelé lors de l'Assemblée générale du 15 mai 2014)

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maire d'Orly ▪ Conseiller Général du Val-de-Marne 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maire-adjoint d'Orly ▪ Directrice du centre d'insertion sociale et professionnelle d'Orly ▪ Chargée de mission au cabinet du Maire (Mairie d'Orly)

Direction générale

Organisation de la Direction générale

L'article 5 de la loi n° 2005-357 du 20 avril 2005 relative aux aéroports et l'article 14 des statuts d'Aéroports de Paris prévoient que la Direction générale de la société est assumée par le Président du conseil d'administration, qui porte le titre de Président-Directeur général.

Augustin de Romanet a été renouvelé Président-directeur général d'Aéroports de Paris par décret en date du 23 juillet 2014.

En application de l'article 14 des statuts de la Société, le conseil d'administration peut, sur proposition du Président-Directeur général, nommer jusqu'à cinq personnes chargées d'assister le Président-Directeur général avec le titre de Directeur Général Délégué. Dans sa séance du 15 juillet 2014, le conseil d'administration d'Aéroports de Paris a renouvelé Patrick Jeantet en qualité de Directeur Général Délégué pour une durée indéterminée, sous réserve des dispositions de l'article L. 225-55 du Code de commerce.

PATRICK JEANTET

DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'AÉROPORTS DE PARIS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014

Date de naissance :

04 avril 1960

Nationalité :

Française

Date de nomination :

Nommé par le Conseil d'administration d'Aéroports de Paris du 24 octobre 2013, renouvelé par le Conseil d'administration du 15 juillet 2014.

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none">■ Membre du Conseil de surveillance (depuis juillet 2013) de HIME, société par actions simplifiée, non cotée■ Président de CDG Express Etudes, société par actions simplifiée (société par actions simplifiée)	<p>KEOLIS Transport public, groupe SNCF, société anonyme, non cotée</p> <ul style="list-style-type: none">■ Directeur Général Délégué pour la France, de février 2011 à février 2013■ Directeur Général adjoint puis Directeur Général Délégué en charge de l'international, de 2005 à 2011 <p>Liste des mandats exercés en France au sein du Groupe KEOLIS :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Président Directeur Général et administrateur :<ul style="list-style-type: none">– KEOLIS Bordeaux, (société anonyme) de 2011 à mars 2014■ Président :<ul style="list-style-type: none">– KEOLIS Multimodal International K.M.I. (société en nom collectif), d'octobre 2007 à juin 2011– Motion Lines, (société par actions simplifiée) de juin 2011 à décembre 2013■ Président et administrateur :<ul style="list-style-type: none">– KEOLIS Amiens, (société par actions simplifiée) de mai 2012 à décembre 2013■ Président du Conseil d'administration et administrateur :<ul style="list-style-type: none">– Transports en commun de la métropole lilloise Transpole, (société anonyme), de juin 2011 à avril 2014– KEOLIS Lyon, (société anonyme) de mai 2011 à mars 2014■ Administrateur :<ul style="list-style-type: none">– KEOLIS Rennes, (société anonyme) de juin 2012 à mars 2014– Institut KEOLIS, (société par actions simplifiée), de juin 2012 à décembre 2013– KEOLIS Orléans Val de Loire, (société par actions simplifiée), d'octobre 2011 à décembre 2013– Transports de l'agglomération de Metz métropole, (société anonyme d'économie mixte), de novembre 2011 à juillet 2012– Groupe Orléans express inc (société soumise au droit canadien), d'octobre 2005 à janvier 2011

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EN COURS	MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Administrateur suppléant : <ul style="list-style-type: none"> – KDR Victoria PYT LTD, (société soumise au droit australien), de juillet 2009 à février 2011 ■ Membre du Directoire de : <ul style="list-style-type: none"> – Groupe KEOLIS, (société par actions simplifiée), de février 2011 à février 2013
	<p>Liste des mandats exercés à l'international au sein du Groupe KEOLIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Président de : <ul style="list-style-type: none"> – KEOLIS America INC (société soumise au droit américain), d'octobre 2007 à juillet 2010 ■ Président du Conseil d'administration : <ul style="list-style-type: none"> – KEOLIS UK limited, (société soumise au droit anglais), d'octobre 2005 à mars 2011 ■ Président et Conseiller : <ul style="list-style-type: none"> – KEOLIS Espana, (société soumise au droit espagnol), de janvier 2006 à janvier 2011 ■ Président et administrateur : <ul style="list-style-type: none"> – KEOLIS Canada INC., (société soumise au droit canadien), de novembre 2005 à janvier 2011 – KEOLIS Australia PTY LTD, (société soumise au droit australien), de juillet 2008 à mars 2010 ■ Administrateur : <ul style="list-style-type: none"> <i>Sociétés soumises au droit anglais :</i> <ul style="list-style-type: none"> – First KEOLIS Transpennine limited, d'octobre 2005 à juin 2009 – First KEOLIS Holdings limited, d'octobre 2005 à février 2011 – First KEOLIS Transpennine Holdings limited, d'octobre 2005 à février 2011 – Thameslink rail limited, d'octobre 2005 à février 2011 – Southern railway limited, de juin 2008 à mars 2011 – North London orbital railway limited, d'octobre 2005 à mars 2011 – New southern railway limited, d'octobre 2005 à février 2011 – Merseytram 2006 Ltd, d'octobre 2005 à février 2011 – London & South eastern railway ltd – LSER, de janvier 2006 à février 2011 – London & East midland railway limited, de mai 2006 à mars 2011 – London & Birmingham railway Ltd, de mai 2006 à mars 2011 – KEOLIS merseyside Ltd, de mars 2005 à février 2011 – Govia limited, d'octobre 2005 à février 2011 <i>Sociétés soumises au droit suédois :</i> <ul style="list-style-type: none"> – KEOLIS Sverige AB, de novembre 2005 à février 2011 – KEOLIS Nordic Aktiebolag, de juillet 2005 à septembre 2010 – Citypendeln Sverige AB, de juin 2005 à avril 2010 <i>Sociétés soumises au droit canadien :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Gare d'autobus de la vieille capital Inc, de novembre 2005 à janvier 2011 – Centre express de services pour autocars de Montréal inc., de novembre 2005 à janvier 2011 – Autocars Orléans express inc, de novembre 2005 à janvier 2011 – 3695158 Canada inc., de novembre 2005 à février 2011 <i>Sociétés soumises au droit belge :</i> <ul style="list-style-type: none"> – KEOLIS Vlaanderen, de janvier 2008 à juin 2011 – Eurobus Holding, de janvier 2008 à décembre 2013 – Flanders coach Group NV, d'août 2009 à juin 2011 – Cariane international development, de décembre 2009 à février 2011 <i>Sociétés soumises au droit danois :</i> <ul style="list-style-type: none"> – City Trafik A/S, de novembre 2005 à décembre 2010

16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

16.1 Fonctionnement des organes d'administration et de direction

A la suite de la nomination des administrateurs au 15 juillet 2014, la composition des comités du Conseil d'administration est la suivante :

Le comité d'audit et des risques

Au 15 juillet 2014, le comité est composé de quatre membres : Jacques Gounon, son Président, Serge Gentili, Solenne Lepage et Emmanuelle Yannakis.

Le comité de la stratégie et des investissements

Au 15 juillet 2014, il comprend les six membres suivants : Augustin de Romanet, son Président, Geneviève Chauv Debry, Solenne Lepage, Frédéric Mougin, Marie-Anne Donsimoni, et Jos Nijhuis.

Le comité des rémunérations, nominations et de la gouvernance

Au 15 juillet 2014, il comprend deux administrateurs indépendants, Emmanuelle Yannakis, qui le préside et Jacques Gounon. Sont également membres du comité des rémunérations, nominations et de la gouvernance, Solenne Lepage, administrateur représentant l'État, Jean-Paul Jouvent, administrateur représentant des salariés et Xavier Huillard.

18. Principaux actionnaires

18.1 Actionnariat de la société

En application de l'article L. 6323-1 du Code des transports, l'État français doit détenir la majorité du capital. Au 30 juin 2014, il détient 50,6 % du capital et des droits de vote de la Société. La Société estime qu'il n'y a pas de risque que le contrôle par l'État soit exercé de manière abusive. Il n'existe pas de titre non représentatif du capital. Voir le chapitre 16 « Fonctionnement des organes d'administration et de gestion de la Société » pour ce qui concerne les mesures en matière de contrôle de l'actionnaire majoritaire.

Aéroports de Paris a procédé à l'identification de ses actionnaires par la réalisation d'un TPI (titres au porteur identifiable) au 30 juin 2014 sur la base des seuils suivants : intermédiaires détenant un minimum de 20 000 actions, actionnaires détenant un minimum de 50 actions. En ajoutant les actionnaires au nominatif, 96,5 % du capital a été identifié. Le TPI a identifié 289 investisseurs institutionnels.

Répartition du capital

Actionnaires	Au 30/06/2014		Au 31/12/2013	
	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions
État français	50,6 %	50 106 687	50,6 %	50 106 687
Schiphol Group	8,0 %	7 916 848	8,0 %	7 916 848
Société du groupe Vinci	8,0 %	7 916 848	8,0 %	7 916 848
Predica/Crédit Agricole Assurances	4,8 %	4 757 291	4,8 %	4 757 291
Institutionnels français	7,5 %	7 450 410	8,0 %	7 901 558
Institutionnels non-résidents	13,8 %	13 695 057	12,9 %	12 785 629
Actionnaires individuels et non identifiés	5,6 %	5 411 341	6,0 %	5 921 680
Salariés ¹	1,7 %	1 706 118	1,7 %	1 651 236
Autodétention ²	0,0 %	-	0,0 %	2 823
TOTAL	100 %	98 960 600	100,0 %	98 960 600

¹ Comprend les actions détenues par les salariés et anciens salariés d'Aéroports de Paris et de ses filiales au travers du fonds commun de placement en entreprise Aéroports du PEG d'Aéroports de Paris

² Dans le cadre du programme de rachat d'actions. Ces actions sont privées de droit de vote.

20. Opérations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats

20.1 Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Produit des activités ordinaires	7	1 347	1 346
Autres produits opérationnels courants	8	3	5
Production immobilisée et stockée		42	30
Achats consommés	9	(51)	(75)
Charges de personnel	10	(374)	(378)
Autres charges opérationnelles courantes	11	(451)	(440)
Dotations et dépréciations nettes de reprises	12	(201)	(216)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	15	28	14
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (*)		343	286
Produits financiers		19	33
Charges financières		(78)	(100)
Résultat financier	14	(59)	(67)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles	15	(2)	(2)
Résultat avant impôt		282	217
Impôts sur les résultats	16	(99)	(92)
Résultat net des activités poursuivies		182	125
Résultat de la période		182	125
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		182	125
Résultats par action attribuables aux propriétaires de la société mère :			
Résultat de base par action (en euros)	17	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	17	1,84	1,26
Résultats des activités poursuivies par action			
attribuables aux propriétaires de la société mère :			
Résultat de base par action (en euros)	17	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	17	1,84	1,26

(*) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

Etat du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	182	125
Eléments non recyclables en résultat	-	-
- Ecart de conversion	1	(1)
- Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite	(15)	0
- Eléments de résultat global afférents aux entreprises associées, nets d'impôt	(8)	13
Eléments recyclables en résultat :	(23)	13
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL POUR LA PÉRIODE	160	137
Résultat global total pour la période attribuable :		
- aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
- aux propriétaires de la société mère	159	137

Etat consolidé de la situation financière

ACTIFS	Notes	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Immobilisations incorporelles	18	85	88
Immobilisations corporelles	19	5 954	5 987
Immeubles de placement	20	433	441
Participations dans les entreprises mises en équivalence	15	1 135	1 158
Autres actifs financiers non courants	21	144	139
Actifs d'impôt différé	16	1	1
Actifs non courants		7 752	7 814
Stocks		16	16
Clients et comptes rattachés	22	590	555
Autres créances et charges constatées d'avance	23	95	106
Autres actifs financiers courants	21	97	91
Actifs d'impôt exigible	16	-	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	598	1 056
Actifs courants		1 396	1 825
TOTAL DES ACTIFS		9 148	9 639

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Capital	25	297	297
Primes liées au capital	25	543	543
Résultats non distribués	25	3 028	3 037
Autres éléments de capitaux propres	25	(66)	(52)
Capitaux propres - part du Groupe		3 802	3 825
Total des capitaux propres		3 802	3 825
Emprunts et dettes financières à long terme	27	3 607	3 649
Provisions pour engagements sociaux - part à plus d'un an	10	375	344
Autres provisions non courantes	26	74	72
Passif d'impôt différé	16	226	228
Autres passifs non courants	29	72	70
Passifs non courants		4 354	4 363
Fournisseurs et comptes rattachés	30	320	364
Autres dettes et produits constatés d'avance	31	512	477
Emprunts et dettes financières à court terme	27	103	528
Provisions pour engagements sociaux - part à moins d'un an	10	11	13
Autres provisions courantes	26	32	46
Passif d'impôt exigible	16	14	23
Passifs courants		992	1 451
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		9 148	9 639

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Notes	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (*)		343	286
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	32	171	203
Produits financiers nets hors coût de l'endettement		2	-
Capacité d'autofinancement opérationnelle avant impôt		516	489
Variation du besoin en fonds de roulement	32	11	(80)
Impôts sur le résultat payés		(100)	(82)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		427	327
Investissements corporels et incorporels	32	(165)	(177)
Variation des dettes et avances sur acquisitions d'immobilisations		(49)	(86)
Acquisitions de participations non intégrées		(6)	-
Variation des autres actifs financiers		(4)	(1)
Dividendes reçus	32	36	33
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(188)	(231)
Subventions reçues au cours de la période		1	-
Cessions (acquisitions) nettes d'actions propres		-	2
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(183)	(205)
Encaissements provenant des emprunts à long terme		1	594
Remboursement des emprunts à long terme		(414)	(342)
Intérêts payés		(135)	(135)
Produits financiers encaissés		34	36
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(696)	(50)
Variation de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		(457)	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 053	796
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	32	596	842

(*) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Résultats non distribués	Autres éléments de capitaux propres			Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
					Ecarts de conversion	Ecarts actuariels IAS19R	Réserve de juste valeur			
Situation au 01/01/2013 (publié)	297	543	(2)	2 899	(2)		(2)	3 733	-	3 733
Impact OCI IAS 19 révisée				28		(48)		(20)		(20)
Situation au 01/01/2013 (retraité)	297	543	(2)	2 927	(2)	(48)	(2)	3 713	-	3 713
Résultat de la période				125				125	-	125
Autres éléments de capitaux propres				13	(1)		-	12	-	12
Résultat global - 1er semestre 2013	-	-	-	138	(1)	-	-	137	-	137
Mouvements sur actions propres			2	0				2		2
Dividendes				(205)				(205)		(205)
Autres variations				(2)				(2)		(2)
Situation au 30/06/2013	297	543	-	2 858	(3)	(48)	(2)	3 645	-	3 645

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Résultats non distribués	Autres éléments de capitaux propres			Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
					Ecarts de conversion	Ecarts actuariels IAS19	Réserve de juste valeur			
Situation au 01/01/2014	297	543	-	3 036	(10)	(39)	(2)	3 825	-	3 825
Résultat de la période				182				182		182
Autres éléments de capitaux propres				(8)	1	(15)	-	(23)		(23)
Résultat global - 1er semestre 2014	-	-	-	174	1	(15)	-	159	-	159
Dividendes				(183)				(183)		(183)
Situation au 30/06/2014	297	543	-	3 027	(9)	(54)	(2)	3 802	-	3 802

Annexe aux comptes consolidés

Note 1 - Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Note 2 - Remarques liminaires

AÉROPORTS DE PARIS est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les six mois écoulés au 30 juin 2014 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe »), ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration le 30 juillet 2014.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé au 291, boulevard Raspail – 75014 Paris ou sur www.aeroportsdeparis.fr.

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro. Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut, dans certains cas, conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

Note 3 - Comparabilité des exercices

3.1 Saisonnalité

L'activité des principaux segments en termes de chiffre d'affaires et de résultat opérationnel courant du Groupe Aéroports de Paris est soumise à des effets de saisonnalité, en particulier :

- les Activités aéronautiques qui suivent notamment l'évolution du trafic passager dont le pic d'activité se situe entre les mois de mai et de septembre, et
- les Commerces & services qui suivent également l'évolution du trafic passager mais aussi l'évolution de la dépense par passager dans les boutiques en aérogare qui est plus importante autour des fêtes de fin d'année.

Les produits et les charges de ces deux segments sont également soumis aux aléas climatiques et en particulier aux périodes hivernales synonymes de forte activité des prestations de dégivrage et de chauffage.

Par conséquent, les résultats du Groupe Aéroports de Paris au 30 juin 2014 ne sont pas indicatifs de ceux qui pourraient être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2014.

3.2 Financement

En janvier 2014, Aéroports de Paris a remboursé un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 411 millions d'euros, arrivé à échéance.

3.3 Changements de méthodes comptables

Les états financiers du Groupe sont établis en conformité avec les normes "IFRS" (International Financial Reporting Standards) et les interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Le référentiel IFRS

tel qu'adopté par l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces états financiers semestriels sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés du 31 décembre 2013, à l'exception de ceux relatifs aux nouveaux amendements de normes applicables obligatoirement en 2014 et qui n'ont pas été appliqués par anticipation antérieurement.

Les amendements de normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 et non appliqués par anticipation sont les suivantes :

- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 portant sur l'exception à la consolidation pour certaines filiales d'une entité d'investissement ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 relatifs aux dispositions transitoires de ces normes ;
- Amendements à IAS 32 – Compensation d'actifs et de passifs financiers ;
- Amendements à IAS 36 – Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- Amendements à IAS 39 – Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Ces nouveaux amendements n'ont pas d'incidence pour le Groupe.

L'interprétation IFRIC 21 – Prélèvements opérés par les autorités publiques auprès des entités actives sur un marché particulier (publiée en mai 2013) a été adoptée par l'Union Européenne en juin 2014. Cette interprétation sera appliquée en 2015, date de son application obligatoire, et ne sera donc pas appliquée de manière anticipée en 2014. Son application devrait avoir un impact significatif sur le résultat semestriel 2015 de plus de 40 millions d'euros en charges au 1^{er} janvier, qui correspond à la date de l'évènement générant l'obligation, et non plus de manière étalée sur l'exercice, certaines taxes comme la taxe foncière, devant être comptabilisées en totalité au 1^{er} janvier.

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants qui n'ont pas été approuvés par l'Union Européenne et qui ne sont donc pas d'application obligatoire :

- Amendement IAS 19 révisée – Régimes à prestations définies, cotisations versées par les membres du personnel (publié en novembre 2013) ;
- Améliorations annuelles des IFRS 2010-2012 et 2011-2013 (publiées en décembre 2013) ;
- IFRS 9 – Instruments financiers (publiée en novembre 2009) et les amendements consécutifs (publiés en décembre 2011 et novembre 2013) ;
- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires (publié en janvier 2014) ;
- Amendement IFRS 11 – Comptabilisation d'intérêts dans une activité conjointe (publié en mai 2014) ;
- Amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables (publié en mai 2014) ;
- IFRS 15 – Revenus provenant de contrats avec des clients (publié en mai 2014).

Le Groupe prévoit de lancer prochainement des travaux afin de déterminer les impacts de la nouvelle norme IFRS 15. S'agissant des autres textes, ils ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

3.4 Evolution du périmètre de consolidation

3.4.1 Modifications en 2014

La société CDG Express Etudes est entrée fin mai 2014 dans le périmètre de consolidation d'Aéroports de Paris qui détient un pourcentage d'intérêts de 33,33 %.

Cette entité est une société contrôlée conjointement par l'Etat français, Réseau Ferré de France et Aéroports de Paris. Elle a pour objet de réaliser ou faire réaliser toutes les études nécessaires en vue de la réalisation du projet CDG Express.

Ce projet consiste en la réalisation d'une liaison ferroviaire express directe entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, spécifiquement adaptée aux besoins des passagers aériens. Il constitue pour Aéroports de Paris un

facteur clé dans la stratégie de croissance du Groupe et pour l'Etat un enjeu déterminant pour la compétitivité économique et touristique de Paris, de sa région, et au-delà de la France.

3.4.2 Rappel des mouvements de périmètre 2013

L'exercice 2013 avait enregistré les mouvements de périmètre suivants :

- Prise de participation dans la société panaméenne : Consorcio PM Terminal Sur Tocumen SA à hauteur de 36 % par ADP Ingénierie ;
- Prise de participation par Aéroports de Paris Management à hauteur de 100 % dans la société croate AMS - Airport Management Services d.o.o (OSC). Cette société est consolidée par intégration globale ;
- Prise de participation par Aéroports de Paris Management à hauteur de 20,77 % et par TAV Airports à hauteur de 15 % - soit un pourcentage de détention pour Aéroports de Paris de 26,47 % - dans le groupe ZAIC-A Limited. Ce dernier détenant à 100 % deux entités qui exploitent les concessions de l'aéroport de Zagreb : MZLZ - Upravitelj Zračne Luke Zagreb d.o.o (OPCO) et Medunarodna Zračna Luka Zagreb d.d. (MZLZ).

3.5 Evolution de l'information sectorielle

Afin de refléter les changements d'organisation interne, le Groupe a modifié le nom et la composition du secteur "Participations Aéroportuaires".

Ainsi, "Participations Aéroportuaires" devient "International et développements aéroportuaires" et comprend également les entités :

- TAV Construction (mis en équivalence opérationnelle),
- ADPI (intégré globalement).

Ces entités étaient présentées auparavant en "Autres activités" et sont désormais pilotées ensemble avec les autres entités du segment "International et développements aéroportuaires" dans un objectif de créer des synergies et de servir l'ambition du Groupe (leader conception, construction et exploitation).

L'impact de ce changement est présenté en Note 6.2.

4.1 Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer son jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement les normes IAS 19, IAS 36, IAS 37 et la juste valeur des immeubles de placement présentée en annexe.

4.2 Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

4.1.1 *Evaluation de la charge d'impôt*

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt de l'ensemble du Groupe le taux d'impôt effectif connu au 30 juin 2014 (y compris fiscalité différée).

4.1.2 *Evaluation des engagements sociaux*

L'évaluation des engagements sociaux à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés se base sur un taux d'actualisation retenu de 2.75 %. L'impact du changement de taux, soit 15 M€ après impôt différé, est comptabilisé en autres éléments de capitaux propres.

La charge du semestre au titre des engagements sociaux est égale à la moitié de la charge estimée au titre de 2014 sur la base des travaux d'évaluations du 31 décembre 2013.

Note 5 - Soldes intermédiaires de gestion

Notes	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produit des activités ordinaires	1 347	1 346
Production immobilisée et stockée	42	30
Production de l'exercice	1 389	1 376
Achats consommés	(51)	(75)
Services et charges externes	(317)	(336)
Valeur ajoutée	1 021	965
Charges de personnel	(374)	(377)
Impôts et taxes	(124)	(92)
Autres charges opérationnelles courantes	(10)	(13)
Autres produits opérationnels courants	3	5
Dotations aux provisions et dépréciations de créances nettes de reprises	12	(1)
EBITDA	528	487
<i>Ratio EBITDA / Produit des activités ordinaires</i>	39%	36%
Dotations aux amortissements	(213)	(215)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	28	14
<i>Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation</i>	48	33
<i>Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)</i>	(20)	(19)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	343	286
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	343	286
Résultat financier	(59)	(67)
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence non opérationnelles	(2)	(2)
Résultat avant impôt	282	217
Impôts sur les résultats	(99)	(92)
Résultat net des activités poursuivies	182	125
Résultat de la période	182	125
<i>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</i>	182	125

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

6.1 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée par segment opérationnel conformément à l'organisation du Groupe :

- Activités aéronautiques : ce segment regroupe l'ensemble des activités menées par Aéroports de Paris en tant que gestionnaire des trois principaux aéroports de la région parisienne (Paris-Charles-de-Gaulle, Paris-Orly, Paris-Le Bourget) ;
- Commerce et services : ce segment rassemble l'ensemble des activités commerciales (boutiques, bars et restaurants, parcs de stationnement, locations en aérogares notamment) ainsi que les sociétés mises en équivalence ayant une activité de distribution commerciale en aéroports et de publicité ;
- Immobilier : ce segment est constitué des activités immobilières hors aérogares ;
- International et développements aéroportuaires : ce secteur (anciennement dénommé Participations aéroportuaires) rassemble les filiales qui opèrent des activités aéroportuaires (conception, construction et exploitation) et qui sont pilotées ensemble dans un objectif de créer des synergies et de servir l'ambition du Groupe. Depuis le 1^{er} janvier 2014, il intègre les entités ADPI (intégrée globalement) et TAV Construction (mise en équivalence) précédemment présenté dans le segment Autres activités (voir ci-après Note 6.2) ;
- Autres activités : il s'agit essentiellement des activités d'Alyzia sûreté (Sûreté aéroportuaire) et de Hub One (Telecom et Mobility).

Ces secteurs opérationnels résultent du reporting interne soumis à la revue du Président-Directeur Général d'Aéroports de Paris, en tant que principal directeur opérationnel du Groupe.

Les revenus et le résultat semestriels de ces secteurs opérationnels sont les suivants :

	1er semestre 2014						
	Activités aéronautiques	Commerces et services	Immobilier	International et développements aéroportuaires	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit des activités ordinaires	801	466	131	38	97	(186)	1 347
- dont produits réalisés avec des tiers	799	362	106	32	47		1 347
- dont produits inter-secteur	2	103	25	6	50	(186)	-
EBITDA	174	265	82	(0)	7	0	528
Dotations aux amortissements	(135)	(52)	(19)	(0)	(7)	-	(213)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	9	4	2	2	0	(5)	12
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	-	3	-	25	-	-	28
Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation	-	3	-	45	-	-	48
Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)	-	-	-	(20)	-	-	(20)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	40	216	63	25	0	-	343
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	40	216	63	25	0	-	343
Résultat financier							(59)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles							(2)
Impôt sur les sociétés							(99)
Résultat de la période des activités poursuivies							182
Résultat de la période							182

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

	1er semestre 2013 (*)						Total
	Activités aéronautiques	Commerces et services	Immobilier	International et développements aéroportuaires	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit des activités ordinaires	791	472	133	38	98	(186)	1 346
- dont produits réalisés avec des tiers	790	365	107	36	49	-	1 346
- dont produits inter-secteur	1	107	26	2	49	(186)	-
EBITDA	145	261	78	(4)	7	0	487
Dotations aux amortissements	(137)	(50)	(21)	-	(7)	-	(215)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	5	1	-	(2)	-	(4)	(1)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	-	3	-	11	-	-	14
<i>Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation</i>	-	3	-	30	-	-	33
<i>Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (**)</i>	-	-	-	(19)	-	-	(19)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (***)	8	213	57	7	-	-	286
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (***)	8	213	57	7	-	-	286
Résultat financier							(67)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles							(2)
Impôt sur les sociétés							(92)
Résultat de la période des activités poursuivies							125
Résultat de la période							125

(*) Incluant la nouvelle segmentation

(**) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(***) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

6.2 Evolution de la segmentation

L'information sectorielle publiée au 1^{er} semestre 2013 se présentait comme suit :

	1er semestre 2013 publié						Total
	Activités aéronautiques	Commerces et services	Immobilier	Participations aéroportuaires	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit des activités ordinaires	791	472	133	5	129	(184)	1 346
- dont produits réalisés avec des tiers	789	365	107	5	80	-	1 346
- dont produits inter-secteur	2	107	26	-	49	(184)	-
EBITDA	145	261	78	(2)	5	-	487
Dotations aux amortissements	(137)	(50)	(21)	-	(7)	-	(215)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	5	1	-	-	(2)	(4)	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	-	3	-	8	3	-	14
Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation	-	3	-	27	3	-	33
Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)	-	-	-	(19)	-	-	(19)
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	8	214	57	6	1	(0)	286
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	8	214	57	6	1	-	286
Résultat financier							(67)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles							(2)
Impôt sur les sociétés							(92)
Résultat de la période des activités poursuivies							125
Résultat net des activités non poursuivies							-
Résultat de la période							125

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

Le segment "Participations Aéroportuaires" publié en 2013 est désormais dénommé "International et développements aéroportuaires" et comprend les entités (cf. Note 3.5) :

- TAV Construction (mis en équivalence opérationnelle), et
- ADPi (intégré globalement).

Le tableau ci-après présente l'impact de ce changement de présentation :

	1er semestre 2013 : passage ancienne à nouvelle segmentation											
	Participations aéroportuaires publié	ADPi	TAV Construction	International et développements aéroportuaires (***)	Autres activités publié	ADPi	TAV Construction	Autres activités	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté publié	ADPi	TAV Construction	Eliminations inter-secteurs et Non Affecté
<i>(en millions d'euros)</i>												
Produit des activités ordinaires	5	33	-	38	129	(31)	-	98	(184)	(2)	-	(186)
- dont produits réalisés avec des tiers	5	31	-	36	80	(31)	-	49	-	-	-	-
- dont produits inter-secteur	-	2	-	2	49	-	-	49	(184)	(2)	-	(186)
EBITDA	(2)	(2)	-	(4)	5	2	-	7	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	-	-	-	-	(7)	-	-	(7)	-	-	-	-
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	-	(2)	-	(2)	(2)	2	-	-	(4)	-	-	(4)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	8	-	3	11	3	-	(3)	-	-	-	-	-
Quote-part de résultat des mises en équivalence opérationnelles avant ajustements liés aux prises de participation	27	-	9	36	3	-	(3)	-	-	-	-	-
Ajustements liés aux prises de participation dans les mises en équivalence opérationnelles (*)	(19)	-	(6)	(25)	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant (y compris MEE opérationnelles) (**)	6	(2)	3	7	1	2	(3)	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel (y compris MEE opérationnelles) (**)	6	(2)	3	7	1	2	(3)	-	-	-	-	-

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

(**) Incluant la quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles

(***) Voir Note 3.5

Note 7 - Produit des activités ordinaires

Au 30 juin 2014, la ventilation du produit des activités ordinaires s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Redevances aéronautiques	457	431
Redevances spécialisées	97	104
Revenus liés à la sûreté et à la sécurité aéroportuaire	229	240
Activités commerciales	187	182
Parcs et accès	92	82
Prestations industrielles	23	38
Recettes locatives	161	163
Autres recettes	101	106
Total	1 347	1 346

Note 8 - Autres produits opérationnels courants

Les autres produits opérationnels courants se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Subventions d'investissement réintégrées au compte de résultat	1	3
Autres produits	2	2
Total	3	5

Note 9 - Achats consommés

Le détail des achats consommés est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Achats de marchandises	(12)	(14)
Gaz et autres combustibles	(6)	(18)
Electricité	(12)	(12)
Autres achats	(21)	(31)
Total	(51)	(75)

La variation des autres achats est principalement due aux produits hivernaux chez ADP SA.

Note 10 - Coût des avantages du personnel

10.1 Charges de personnel et effectifs

L'analyse des charges de personnel est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Salaires et traitements	(240)	(241)
Charges sociales	(121)	(120)
Participation et intéressement	(13)	(13)
Dotations aux provisions pour engagements sociaux, nettes de reprises	-	(4)
Total	(374)	(378)

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) s'élève à 4 millions d'euros au 30 juin 2014. Au 30 juin 2013, il s'élevait à 2 millions d'euros. Il est présenté en diminution des charges de personnel sur la ligne Salaires et traitements.

Pour l'exercice 2013, il s'est élevé à 5 M€. Ces crédits d'impôt ont été utilisés pour financer l'emploi dans les filières accueil et métiers techniques et favoriser l'insertion professionnelle via l'apprentissage. Ils ont également contribué à optimiser les processus de gestion et à réaliser des investissements en faveur de la satisfaction clients, de l'environnement et du développement durable.

L'effectif moyen salarié se ventile comme suit :

	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Effectif moyen salarié	9 234	9 162
<i>Dont</i>		
<i>ADP</i>	6 843	6 866
<i>Groupe ADP INGÉNIERIE</i>	377	405
<i>Groupe AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT</i>	40	44
<i>Groupe HUB ONE</i>	432	429
<i>ALYZIA SURETÉ</i>	1 542	1 418

Les effectifs Equivalent Temps Plein (CDI et CDD) d'ADP SA diminuent de 0,6 % par rapport à 2013. La politique volontariste engagée en faveur de l'apprentissage conduit à une baisse globale de -0,3 %.

10.2 Avantages du personnel postérieurs à l'emploi et à long terme

10.2.1 Variation, décomposition et réconciliation des engagements, des actifs et des passifs comptabilisés dans le bilan et impacts sur le compte de résultat

	Avantages postérieurs à l'emploi					Autres avantages à long terme	Total Au 30/06/2014	Total Au 31/12/2013
	IFC	Couverture santé	Retraite à prestation définie	Retraite supplémentaire	PARDA	Médailles d'honneur et du travail		
<i>(en millions d'euros)</i>								
Valeur actualisée de l'engagement à l'ouverture	241	82	33	1	2	1	360	379
Droits acquis au cours de la période	7	-	1	-	-	-	8	16
Actualisation de l'engagement	4	1	1	-	-	-	6	12
Ecart actuariels de la période (*)	16	6	1	-	-	-	23	(9)
Prestations servies	(3)	(2)	(1)	-	(1)	-	(7)	(19)
Réduction / transferts de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(19)
Valeur actualisée de l'engagement à la clôture	265	87	34	1	2	1	389	360
Valeur de marché des actifs du régime à l'ouverture	-	-	(2)	(1)	-	-	(2)	(3)
Cotisations versées	-	-	(2)	-	-	-	(2)	(3)
Prestations servies	-	-	1	-	-	-	1	3
Valeur de marché des actifs du régime à la clôture	-	-	(3)	(1)	-	-	(3)	(3)
Engagement à la clôture non financé	265	87	31	-	2	1	386	357
Passifs comptabilisés au bilan à la clôture	265	87	31	-	2	1	386	357
Coût financier de l'actualisation de l'engagement	4	1	1	-	-	-	6	12
Coût des services rendus au cours de la période	7	-	1	-	-	-	8	16
Réduction de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(19)
Charge de la période	11	1	1	-	-	-	13	9
Passifs comptabilisés au bilan à l'ouverture	241	82	31	0	2	1	357	376
Charge de la période	11	1	1	-	-	-	13	9
Impacts en autres éléments du résultat global	16	6	1	-	-	-	23	(10)
Prestations et cotisations directement versés	(3)	(2)	(2)	-	(1)	-	(8)	(18)
Passifs comptabilisés au bilan à la clôture	265	87	31	-	2	1	386	357

(*) Le total des écarts actuariels généré sur le 1er semestre 2014 sur l'engagement pour 23 millions d'euros est exclusivement dû à la mise à jour du taux d'actualisation

Les flux expliquant la variation de la provision sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Dettes actuarielles	Juste valeur des actifs de couverture	Dettes actuarielles nettes IAS19 révisées
Au 01/01/2013	379	(3)	376
Droits acquis au cours de l'exercice	16	-	16
Effet de l'actualisation	12	-	12
Ecart actuariel de la période	(9)	-	(9)
Flux de trésorerie :			
- Paiements aux bénéficiaires	(19)	-	(19)
- Cotisations versées	-	(3)	(3)
- Paiements reçus de tiers	-	3	3
Réductions de régimes	(19)	-	(19)
Au 31/12/2013	360	(3)	357
Droits acquis au cours de l'exercice	8	-	8
Effet de l'actualisation	6	-	6
Ecart actuariel de la période	23	-	23
Flux de trésorerie :			
- Paiements aux bénéficiaires	(7)	-	(7)
- Cotisations versées	-	(2)	(2)
- Paiements reçus de tiers	-	1	1
Au 30/06/2014	389	(4)	386

10.2.2 Hypothèses de calcul

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Au 30/06/2014
Taux d'actualisation / Taux attendu de rendement des actifs du régime	2,75%
Taux d'inflation	2,00%
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	2,00% - 4,50%
Hausse future des dépenses de santé	6,00%
Age moyen de départ en retraite (*)	62 - 65 ans

(*) Une majoration des âges de départ a été prise en compte de manière à atteindre progressivement les âges respectifs de 65 ans pour les catégories Cadres et Haute Maîtrise et 62 ans pour la catégorie Employés et Maîtrise.

Le taux utilisé pour l'actualisation de l'engagement est représentatif du taux de rendement des obligations en euros de première catégorie d'une maturité comparable à la durée des engagements mesurés (durée moyenne de 13,6 ans).

Les hypothèses de mortalité utilisées sont celles définies par :

- les tables de mortalité hommes/femmes TH-TF 2009-2011 sur la période d'activité des bénéficiaires ;
- et les tables générationnelles hommes/femmes TGH-F 2005 sur la période de service des rentes.

10.2.3 Provisions pour engagements sociaux au bilan

Les provisions pour engagements sociaux ont évolué comme suit au passif du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Provisions au 1er janvier	357	376
Augmentations :	37	14
- Dotations d'exploitation	8	8
- Dotations financières	6	6
- Reconnaissance des gains et pertes	23	-
Diminutions :	(8)	(5)
- Provisions utilisées	(8)	(5)
Provisions au 30 juin	386	386
<i>Dont :</i>		
- Part non courante	375	371
- Part courante	11	15

Note 11 - Autres charges opérationnelles courantes

11.1 Etat récapitulatif

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Services et charges externes	(317)	(336)
Impôts et taxes	(124)	(92)
Autres charges d'exploitation	(10)	(12)
Total	(451)	(440)

Les Autres charges d'exploitation incluent notamment les redevances pour concessions, brevets, licences et valeurs similaires, les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les subventions. La TVA non récupérable liée à la sûreté, classée au 1^{er} semestre 2013 en sous-traitance pour 16 millions d'euros, est désormais classée en autres impôts et taxes pour 17 millions d'euros.

11.2 Détail des autres services et charges externes

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Sous-traitance	(187)	(212)
- Sûreté	(72)	(93)
- Nettoyage	(35)	(35)
- Transports	(15)	(16)
- Autres	(65)	(68)
Entretien, réparations & maintenance	(56)	(53)
Etudes, recherches & rémunération d'intermédiaires	(17)	(15)
Travaux & prestations externes	(11)	(12)
Personnel extérieur	(7)	(7)
Assurances	(8)	(6)
Missions, déplacements & réceptions	(8)	(8)
Publicité, publications & relations publiques	(5)	(5)
Autres charges et services externes	(19)	(18)
Total	(318)	(336)

11.3 Détail des impôts et taxes

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Contribution économique territoriale	(38)	(18)
Taxe foncière	(35)	(40)
Autres impôts & taxes	(52)	(34)
Total	(125)	(92)

Note 12 - Amortissements, dépréciations et provisions

Les amortissements des immobilisations et dépréciations d'actifs s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Amortissement des immobilisations incorporelles	(8)	(9)
Amortissement des immobilisations corporelles et immeubles de placement	(205)	(206)
Dotations aux amortissements nettes de reprises	(213)	(215)
Dépréciations de créances	(5)	(3)
Reprises de dépréciations de créances	8	1
Dépréciations de créances, nettes de reprises	3	(2)
Dotations aux provisions pour litiges et autres risques	(14)	(9)
Reprises de la période	24	10
Dotations aux provisions, nettes de reprises	10	1
Dotations aux provisions et dépréciations de créances nettes de reprises	13	(1)
Total	(200)	(216)

Les dotations et reprises concernent principalement des provisions pour litiges Clients et Fournisseurs.

Note 13 - Autres produits et charges opérationnels

Au 30 juin 2014, il n'y a pas d'autres produits et charges opérationnels.

Note 14 - Résultat financier

L'analyse du résultat financier s'établit ainsi respectivement en 2014 et 2013 :

	Produits financiers	Charges financières	Résultat financier 1er semestre 2014
<i>(en millions d'euros)</i>			
Charges brutes d'intérêt liées à l'endettement	-	(57)	(57)
Résultat des dérivés de taux	13	(12)	1
Coût de l'endettement financier brut	13	(69)	(56)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2	-	2
Coût de l'endettement financier net	15	(69)	(54)
Produits de participations non consolidées	1	-	1
Gains et pertes nets de change	2	(1)	1
Dépréciations et provisions	-	(7)	(7)
Autres	1	(1)	-
Autres produits et charges financiers	4	(9)	(5)
Charges financières nettes	19	(78)	(59)

	Produits financiers	Charges financières	Résultat financier 1er semestre 2013
<i>(en millions d'euros)</i>			
Charges brutes d'intérêt liées à l'endettement	-	(63)	(63)
Résultat des dérivés de taux	28	(27)	1
Coût de l'endettement financier brut	28	(90)	(62)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1	-	1
Coût de l'endettement financier net	30	(90)	(61)
Gains et pertes nets de change	2	(2)	-
Dépréciations et provisions	-	(6)	(6)
Autres	1	(2)	(1)
Autres produits et charges financiers	3	(10)	(7)
Charges financières nettes	33	(100)	(67)

Les produits et charges financiers par catégories d'instruments financiers se présentent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Produits, charges, profits et pertes sur dettes au coût amorti :	(56)	(62)
- Charges d'intérêts sur dettes évaluées au coût amorti	(57)	(63)
- Intérêts nets sur les dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie	(1)	(1)
- Intérêts nets sur les dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	3	3
- Variation de valeur des dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	(1)	(9)
- Variation de valeur des dettes financières couvertes en juste valeur	-	8
Profits et pertes sur instruments financiers en juste valeur par le résultat :	3	1
- Profits sur équivalents de trésorerie (option de juste valeur)	2	1
- Résultats sur les dérivés non qualifiés de couverture (dérivés de transaction)	1	-
Profits et pertes sur actifs disponibles à la vente :	(1)	-
- Dotations nettes de reprise	(1)	-
Autres profits et pertes sur prêts, créances et dettes au coût amorti :	1	-
- Pertes nettes de change	1	-
- Dotations financières aux provisions pour engagements sociaux	(6)	(6)
- Dotations financières aux provisions pour engagements sociaux	(6)	(6)
Total des gains nets (pertes nettes) reconnus en résultat	(59)	(67)

(*) hors variations rattachées aux entreprises associées

Note 15 - Entreprises mises en équivalence

15.1 Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence

Les montants figurant au compte de résultat se décomposent ainsi par segment opérationnel :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
International et développements aéroportuaires	25	11
Commerces et services	3	3
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	28	14
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence non opérationnelles	(2)	(2)
Total entreprises mises en équivalence	26	12
Dont ajustements liés au regroupement d'entreprises : (*)		
SCHIPHOL GROUP	(1)	(1)
TAV AIRPORTS	(19)	(18)
Total	(20)	(19)

(*) Ces ajustements concernent principalement les amortissements d'actifs incorporels (contrats de concession, relation clientèle)

Les participations dans Schiphol Group et Bolloré Télécom sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence en raison de l'influence notable qu'Aéroports de Paris exerce sur ces groupes.

Bien que le taux de participation dans Schiphol Group soit inférieur au seuil habituel de 20 %, l'influence notable a été établie sur la base des considérations suivantes :

- les deux groupes ont signé un accord de coopération industrielle à long terme et de prise de participations croisées ;
- un Comité de Coopération Industrielle a été créé afin de superviser la coopération entre les deux sociétés dans neuf domaines de coopération. Ce comité est composé de quatre représentants de chaque société et présidé à tour de rôle par le Président Directeur Général d'Aéroports de Paris et le "Chief Executive Officer" de Schiphol Group ;
- le Directeur Général Adjoint en charge de l'international et des participations d'Aéroports de Paris est membre du conseil de surveillance de Schiphol Group et du comité d'audit ;
- des développements aéroportuaires internationaux sont menés conjointement.

Par ailleurs, concernant Bolloré Télécom, bien que le taux de détention soit inférieur à 20 %, les indicateurs suivants ont notamment été retenus pour déterminer l'influence notable d'Aéroports de Paris dans cette entité :

- existence d'une contribution opérationnelle à la gestion de l'entité du fait du savoir-faire technique de Hub One ;
- existence d'une représentation au conseil de direction d'au minimum 25 % des membres et droit de veto ponctuel pour certaines décisions prévues au pacte d'actionnaires et dans les statuts.

Les participations de TAV Airports et TAV Construction sont également comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence en raison de l'influence notable qu'Aéroports de Paris exerce sur ces groupes. Leur résultat est présenté au sein des "Résultats des sociétés mises en équivalence - opérationnelles".

15.2 Tests de dépréciation des titres mis en équivalence

Un test de dépréciation des participations mises en équivalence est effectué lorsque le Groupe identifie un ou plusieurs événements de perte susceptibles d'avoir un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés résultant de ces participations.

Au 30 juin 2014, il n'existe pas d'indice de perte de valeur susceptible d'avoir un impact significatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation du Groupe dans les entités mises en équivalence.

En particulier pour TAV Airports, le projet de construction du troisième aéroport d'Istanbul ne devrait pas, à notre connaissance, avoir d'impact significatif sur les revenus futurs de l'entité liés à la concession de l'aéroport d'Istanbul Atatürk.

A noter que l'évaluation des titres de TAV Airports détenus par Aéroports de Paris sur la base du cours de bourse et de la parité euro/livre turque au 30 juin 2014 s'élève à 803 millions d'euros, et est sensiblement supérieure à leur valeur de mise en équivalence de 631 millions d'euros au 30 juin 2014.

15.3 Variations de l'actif net des mises en équivalence liées aux minoritaires

Le Groupe Aéroports de Paris comptabilise directement en capitaux propres les transactions de rachat par l'entité associée d'intérêts minoritaires de ses filiales.

15.4 Composition des titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
International et développements aéroportuaires	1 086	1 103
Commerces et services	11	15
Immobilier	12	12
Total entreprises mises en équivalence opérationnelles	1 109	1 130
Total entreprises mises en équivalence non opérationnelles	26	28
Total entreprises mises en équivalence	1 135	1 158

Les écarts d'acquisition définitivement comptabilisés et inclus dans les quotes-parts ci-dessus mises en équivalence s'élèvent à :

- 120 millions d'euros au titre de Schiphol ;
- 56 millions d'euros au titre de TAV Airports ;
- 17 millions d'euros au titre de TAV Construction.

15.5 Evolution de la valeur des titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence ont varié comme suit entre en 1^{er} janvier 2014 et le 30 juin 2014. Sur cette période, aucune dépréciation de titres mis en équivalence n'a été constatée :

	Montants nets au 01/01/2014	Quote-part du Groupe dans les résultats	Souscription de capital	Variation des autres réserves	Dividendes distribués	Montants nets au 30/06/2014
<i>(en millions d'euros)</i>						
International et développements aéroportuaires	1 103	25	1	(8)	(36)	1 086
Commerces et services	15	3	-	-	(7)	11
Immobilier	12	-	-	-	-	12
Total entreprises mises en équivalence opérationnelles	1 130	28	1	(8)	(42)	1 109
Total entreprises mises en équivalence non opérationnelles	28	(2)	-	-	-	26
Total entreprises mises en équivalence	1 158	26	1	(8)	(42)	1 135

Les agrégats financiers des participations TAV Airports, TAV Construction et Schiphol inclus dans le segment opérationnel : International et développements aéroportuaires ont été établis conformément aux IFRS tel qu'adopté par l'Europe.

Note 16 - Impôts

16.1 Taux d'impôt

Le taux d'impôt appliqué au titre de 2014 est de 38 %, contre 36,16 % au 30 juin 2013.

16.2 Analyse de la charge d'impôt sur les résultats

Au compte de résultat, la charge d'impôt sur les résultats se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Charge d'impôt exigible	(93)	(83)
Charge d'impôt différé	(6)	(9)
Impôts sur les résultats	(99)	(92)

Ces montants ne comprennent pas les charges d'impôt sur les quotes-parts de résultats des entreprises mises en équivalence, les montants qui figurent à ce titre sur la ligne appropriée du compte de résultat étant nets d'impôt.

Concernant l'impôt différé, le taux retenu pour 2015 est celui en vigueur au 30 juin 2014 soit 34,43 %. Le taux de 38 % applicable en 2015, lié au maintien de la contribution exceptionnelle à 10,7 % voté courant juillet 2014, n'a pas d'incidence significative sur le montant de la charge d'impôt différé.

16.3 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique basée sur le taux d'impôt applicable en France et la charge réelle d'impôt se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Résultat après impôt	182	125
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(26)	(12)
Charge d'impôt sur les résultats	99	92
Résultat avant impôt et résultat net des entreprises mises en équivalence	256	205
<i>Taux théorique d'imposition en vigueur en France</i>	38,00%	36,16%
Charge d'impôt théorique	(97)	(74)
Incidence sur l'impôt théorique des :		
- Différentiel de taux sur résultat étranger et retenue à la source	(1)	-
- Contribution additionnelle sur les dividendes	(6)	(6)
- Reports déficitaires non reconnus au titre de la période	(1)	(2)
- Variations des différences temporelles non reconnues	5	-
- Charges fiscalement non déductibles et produits non imposables	(1)	(4)
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	1	1
- Ajustements au titre des périodes antérieures	1	(5)
- Autres ajustements	-	(2)
Charge réelle d'impôt sur les résultats	(99)	(92)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	38,59%	44,96%

16.4 Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Au titre des différences temporelles déductibles :		
- Engagements sociaux	133	123
- Amortissements des Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST)	25	26
- Provisions et charges à payer	7	13
- Autres	6	7
Au titre des différences temporelles imposables :		
- Amortissements dérogatoires et autres provisions réglementées	(364)	(362)
- Location-financement	(12)	(12)
- Réserves de réévaluation	(8)	(8)
- Autres	(12)	(14)
Actifs (passifs) d'impôt différés nets	(225)	(227)
Ces montants sont répartis comme suit au bilan:		
- à l'actif	1	1
- au passif	(226)	(228)

La ligne "Amortissements des Frais d'études et de Surveillance de Travaux (FEST)" correspond à une créance d'impôt née en 2003 dont le remboursement a été différé. Cette créance d'impôt est née suite à un retraitement comptable des FEST dans le cadre de la première certification des comptes en 2003 ; les FEST, initialement qualifiés d'actif, ont été annulés et comptabilisés en diminution du report à nouveau pour un montant de 180 millions d'euros. Fiscalement, l'Administration a admis leur déduction de manière étalée sur la période 2004-2021.

En conséquence, un impôt différé actif a été comptabilisé en 2003 en contrepartie du report à nouveau pour 64 millions d'euros.

Compte tenu des déductions fiscales opérées depuis 2004 au titre de cet étalement, le montant résiduel de cet actif d'impôt différé s'élève à 25 millions d'euros au 30 juin 2014.

16.5 Tableau de variation des actifs et passifs d'impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés ont évolué comme suit entre le début et la fin de la période :

	Actif	Passif	Montant net
<i>(en millions d'euros)</i>			
Au 01/01/2014	1	228	(227)
Montant porté directement en capitaux propres au titre des instruments de couverture de flux futurs	-	(8)	8
Montants comptabilisés au titre de la période	-	6	(6)
Au 30/06/2014	1	226	(225)

16.6 Actifs et passifs d'impôt exigible

Les actifs d'impôt exigible correspondent aux montants à récupérer au titre de l'impôt sur les résultats auprès des administrations fiscales. Les passifs d'impôt exigible correspondent aux montants restant à payer à ces administrations.

Ces actifs et passifs d'impôt exigible s'établissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Actifs d'impôt exigible :		
- Aéroports de Paris et sociétés fiscalement intégrées	-	-
- Autres entités consolidées	-	1
Total	-	1
Passifs d'impôt exigible :		
- Aéroports de Paris et sociétés fiscalement intégrées	10	20
- Autres entités consolidées	4	3
Total	14	23

Le Groupe n'a connaissance d'aucun actif ou passif éventuel d'impôt au 30 juin 2014.

Note 17 - Résultat par action

Le calcul d'un résultat par action s'établit ainsi à la clôture :

	1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres)</i>	98 958 593	98 958 053
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère (en millions d'euros)	182	125
Résultat de base par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat de la période attribuable aux propriétaires de la société mère (en millions d'euros)	182	125
Résultat de base par action (en euros)	1,84	1,26
Résultat dilué par action (en euros)	1,84	1,26

Le résultat de base correspond au résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère.

Le nombre moyen pondéré d'actions correspond au nombre d'actions composant le capital de la société mère, minoré des actions propres détenues en moyenne au cours de la période, soit 2.009 au 1^{er} semestre 2014 et 2.549 au 1^{er} semestre 2013.

Il n'existe aucun instrument de capitaux propres à effet dilutif.

Note 18 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se détaillent comme suit :

	Ecarts d'acquisition	Logiciels	Autres	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Au 1er janvier 2014					
- Valeur brute	25	200	3	27	255
- Cumul des amortissements	-	(166)	(1)	-	(167)
Valeur nette	25	34	2	27	88
Au 30 juin 2014					
- Valeur brute	25	203	4	28	260
- Cumul des amortissements	-	(173)	(2)	-	(175)
Valeur nette	25	30	2	28	85

L'évolution de la valeur nette des immobilisations incorporelles est la suivante :

	Ecarts d'acquisition	Logiciels	Autres	Immobilisations en cours, avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Valeur nette au 1er janvier 2014	25	34	2	27	88
- Investissements	-	1	-	7	8
- Amortissements	-	(7)	-	-	(7)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques	-	3	-	(6)	(4)
Valeur nette au 30 juin 2014	25	30	2	28	85

Les écarts d'acquisition résiduels au 30 juin 2014 concernent principalement :

- Roissy Continental Square pour 7 millions d'euros ;
- Nomadvance Group pour 18 millions d'euros.

Le montant net des transferts en provenance (vers) d'autres rubriques concerne notamment des reclassements d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles et incorporelles.

Note 19 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

	Terrains et aménagement	Constructions	Installations techniques	Autres	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 1er janvier 2014						
- Valeur brute	74	9 559	228	441	303	10 606
- Cumul des amortissements	(13)	(4 187)	(156)	(263)	-	(4 619)
Valeur nette	61	5 372	72	178	303	5 987
Au 30 juin 2014						
- Valeur brute	73	9 794	233	347	298	10 745
- Cumul des amortissements	(13)	(4 414)	(162)	(203)	-	(4 791)
Valeur nette	61	5 380	71	144	298	5 954

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles est la suivante :

	Terrains et aménagement	Constructions	Installations techniques	Autres	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Valeur nette au 1er janvier 2014	61	5 372	72	178	303	5 987
- Investissements	-	-	2	1	154	156
- Amortissements	-	(177)	(8)	(8)	-	(193)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques	-	185	4	(26)	(159)	4
Valeur nette au 30 juin 2014	61	5 380	71	144	298	5 954

Le montant net des transferts en provenance d'autres rubriques concerne principalement des reclassements d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles et incorporelles. Ces reclassements portent notamment sur les mises en service suivantes :

- Caserne SSLIA d'Orly,
- Groupes de secours électriques à la centrale d'Orly,
- Marais filtrant pour eaux glycolées à Orly,
- Blocs sanitaires à Orly Ouest,
- Travaux de refonte des commerces au T2F,
- Travaux de restructuration sur les satellites du T1.

Le montant des coûts d'emprunts capitalisés au 30 juin 2014 en application de la norme IAS 23 révisée s'élève à 1 million d'euros, sur la base d'un taux moyen de capitalisation de 3,36 %.

Note 20 - Immeubles de placement

20.1 Analyse des immeubles de placement

Les immeubles de placement se détaillent comme suit :

	Terrains, aménagements & infrastructures	Constructions	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Au 1er janvier 2014				
- Valeur brute	123	620	24	767
- Cumul des amortissements	(47)	(279)	-	(326)
Valeur nette	76	341	24	441
Au 30 juin 2014				
- Valeur brute	113	653	16	782
- Cumul des amortissements	(45)	(303)	-	(348)
Valeur nette	68	350	16	433

L'évolution de la valeur nette des immeubles de placement est la suivante :

	Terrains, aménagements & infrastructures	Constructions	Immobilisations en cours , avances et acomptes	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Valeur nette au 1er janvier 2014	76	341	24	441
- Amortissements	(1)	(11)	-	(12)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques	(7)	19	(8)	4
Valeur nette au 30 juin 2014	68	350	16	433

20.2 Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement, qui s'élevait à 2007 millions d'euros au 31 décembre 2013, n'a pas évolué de façon significative au cours de la période.

Note 21 - Autres actifs financiers

Les montants figurant au bilan s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Part non courante	Part courante
Titres classés en Actifs disponibles à la vente	10	10	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur :	87	35	51
- Créances & comptes-courants sur des entreprises mises en équivalence	49	3	46
- Autres créances et intérêts courus rattachés à des participations	25	25	-
- Autres actifs financiers	13	8	5
Créances de location financement bailleur	28	23	4
Instruments financiers dérivés :	117	75	41
- Swaps de couverture	77	75	1
- Swaps de trading	40	-	40
Total	241	144	97

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31/12/2013	Part non courante	Part courante
Titres classés en Actifs disponibles à la vente	6	6	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur :	73	35	38
- Créances & comptes-courants sur des entreprises mises en équivalence	38	4	34
- Autres créances et intérêts courus rattachés à des participations	25	24	1
- Autres actifs financiers	10	7	3
Créances de location financement bailleur	29	25	4
Instruments financiers dérivés :	122	73	49
- Swaps de couverture	77	73	4
- Swaps de trading	45	-	45
Total	230	139	91

Note 22 - Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Créances Clients	613	574
Clients douteux	26	33
Cumul des dépréciations	(49)	(52)
Montant net	590	555

L'exposition du Groupe au risque de crédit et au risque de change ainsi que les pertes de valeur relatives aux créances clients et autres débiteurs figurent en Note 28.

Les conditions générales de règlements clients sont de 30 jours date d'émission de facture, à l'exception des redevances commerciales payables au comptant.

Les dépréciations ont évolué ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Cumul des dépréciations à l'ouverture	52	46
Augmentations	5	12
Diminutions	(8)	(3)
Autres variations	-	(3)
Cumul des dépréciations à la clôture	49	52

Note 23 - Autres créances et charges constatées d'avance

Le détail des autres créances et charges constatées d'avance est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Avances et acomptes versés sur commandes	7	6
Créances fiscales (hors impôt sur les sociétés)	39	59
Autres créances	18	15
Charges constatées d'avance	31	26
Total	95	106

Note 24 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Valeurs mobilières de placement	561	1 027
Disponibilités	37	29
Concours bancaires courants	(2)	(3)
Trésorerie nette	596	1 053

Dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le Groupe Aéroports de Paris n'a investi principalement que dans des OPCVM monétaires libellés en euros.

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt et une analyse de sensibilité des actifs et passifs financiers sont présentées dans la Note 28.2.1.

25.1 Capital

Le capital d'Aéroports de Paris s'élève à 296 881 806 euros. Il est divisé en 98 960 602 actions de 3 euros chacune, entièrement libérées et n'a fait l'objet d'aucune modification au cours de l'exercice 2014.

Ce capital est assorti d'une prime d'émission de 542 747 000 d'euros résultant de l'augmentation réalisée en 2006.

25.2 Actions propres

Conformément à l'autorisation donnée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2014, la Société a procédé au cours de la période au rachat de 216.847 actions et à la vente de 219.670 actions. Ainsi, le nombre d'actions auto-détenues qui était de 2.823 actions au 31 décembre 2013 est à zéro au 30 juin 2014.

25.3 Autres éléments de capitaux propres

Ce poste dont le montant s'élève à -65 millions d'euros comprend :

- les écarts de conversion constitués des écarts dégagés sur la conversion en euros des comptes des filiales étrangères situées hors zone euro, soit un montant de -9 millions d'euros.
- la réserve de juste valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie, soit un montant de -2 millions d'euros.
- les pertes au titre des écarts actuariels sur les engagements sociaux soit un montant de -54 millions d'euros.

25.4 Résultats non distribués

Les résultats non distribués s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Réserves de la société mère Aéroports de Paris :		
- Réserve légale	30	30
- Autres réserves	863	863
- Report à nouveau	830	701
Réserves consolidées	1 122	1 138
Résultat de la période (attribuable aux propriétaires de la société mère)	182	305
Total	3 028	3 037

25.5 Commentaires sur le tableau de variation des capitaux propres

Les dividendes versés se sont élevés à :

- 183 millions d'euros en 2014, soit 1,85 euros par action, conformément à la 3^{ème} résolution de l'AGO du 15 mai 2014 ;
- 205 millions d'euros en 2013, soit 2,07 euros par action, conformément à la 3^{ème} résolution de l'AGO du 16 mai 2013.

Note 26 - Autres provisions

Les autres provisions ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Litiges	Autres provisions	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Provisions au 1er janvier	18	100	118	82
Augmentations :	1	13	14	11
- Dotations	1	13	14	9
- Autres augmentations	-	-	-	2
Diminutions:	(4)	(23)	(26)	(10)
- Provisions utilisées	(2)	(17)	(18)	(4)
- Provisions devenues sans objet	(2)	(6)	(8)	(6)
Provisions au 30 juin	15	91	106	83
<i>Dont :</i>				
- Part non courante	15	59	74	71
- Part courante	-	32	32	12

Suite à l'ouverture d'un Plan de Départs Volontaires en 2013 et en application des règles comptables, telles que définies par les normes IAS 19 et IAS 37, une provision a été constituée fin 2013 pour 43M€. La revue de l'évaluation au 30 juin 2014 de ce plan de départs volontaires a confirmé l'estimation réalisée fin 2013. Les départs effectués au 1er semestre ont fait l'objet d'une reprise de provision de 3M€.

Les provisions pour litiges concernent divers litiges fournisseurs, des litiges sociaux et des litiges commerciaux.

Les autres provisions comprennent notamment des provisions pour risques Clients et Fournisseurs.

Note 27 - Dettes financières

27.1 Détail des emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

(en millions d'euros)	Au 30/06/2014	Part		Au 31/12/2013	Part	
		non courante	Part courante		non courante	Part courante
Emprunts obligataires	3 064	3 064	-	3 471	3 060	411
Emprunts bancaires	563	517	46	564	562	3
Autres emprunts et dettes assimilées	29	26	3	30	27	3
Emprunts et dettes financières hors intérêts courus et dérivés	3 656	3 607	49	4 065	3 648	417
Intérêts courus non échus	36	-	36	89	-	89
Instruments financiers dérivés passif	18	-	18	22	1	22
Total emprunts et dettes financières	3 710	3 607	103	4 177	3 649	528

27.2 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini par le Groupe Aéroports de Paris correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

(en millions d'euros)	Au 30/06/2014	Part		Au 31/12/2013	Part	
		non courante	Part courante		non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	3 710	3 607	103	4 177	3 649	528
Instruments financiers dérivés actif	(117)	(75)	(41)	(122)	(73)	(49)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(598)	-	(598)	(1 056)	-	(1 056)
Endettement financier net	2 995	3 531	(536)	2 999	3 576	(577)

Le Gearing est passé de 0,78 fin 2013 à 0,79 en juin 2014

27.3 Détail des emprunts obligataires et bancaires

Les emprunts obligataires et bancaires s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	Valeur nominale	Taux nominal	Taux effectif avant prise en compte des couvertures de juste valeur	Valeur de la dette en coût amorti	Incidence des couvertures de juste valeur	Valeur au bilan Au 30/06/2014	Juste valeur Au 30/06/2014
Emprunts obligataires :							
- ADP 3.125% CHF 250 M 2009-2015	206	3.125%	4.664%	206	-	206	212
- ADP CHF 200 M 2.5% 2010-2017	164	2.5%	Eur 3M + marge	164	10	174	175
- ADP 3.886% 2010-2020	500	3.886%	3.95%	485	-	485	589
- ADP 4% 2011-2021	400	4.0%	4.064%	398	19	417	486
- ADP 3.875% 2011-2022	400	3.875%	3.985%	397	-	397	482
- ADP 2.375% 2012 -2019	300	2.375%	2.476%	299	-	299	325
- ADP 3,125% 2012 -2024	500	3.125%	3.252%	495	-	495	580
- ADP 2,75% 2013 -2028	600	2.75%	2.846%	591	-	591	671
Total	3 070			3 035	29	3 064	3 520
Emprunts bancaires :							
- BEI 2003-2018	100	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	100	-	100	101
- BEI 2004-2019	220	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	220	-	220	222
- BEI 2004-2019	30	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	30	-	30	30
- BEI 2005-2020	130	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	130	-	130	131
- CALYON / CFF 2009-2014	46	Eur 3M + marge	3.217%	46	-	46	47
- Autres	37			37	-	37	44
Total	563			563	-	563	575

Note 28 - Instruments financiers

28.1 Hiérarchie des justes valeurs

Les justes valeurs des instruments financiers sont hiérarchisées de la manière suivante en 2014 et 2013 :

	Au 30/06/2014		Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Prix basés sur des données observables	Niveau 3 Prix basés sur des données non observables
	Valeur au bilan	Juste valeur			
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actif :					
Actifs disponibles à la vente	10	10	-	10	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur	87	87	-	87	-
Instruments dérivés	117	117	-	117	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	598	598	598	-	-
Passif :					
Emprunts obligataires	3 064	3 035	-	3 035	-
Emprunts bancaires	563	563	-	563	-
Autres emprunts et dettes assimilées	29	16	-	16	-
Intérêts sur emprunts	36	36	-	36	-
Instruments dérivés	18	18	-	18	-

	Au 31/12/2013		Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Prix basés sur des données observables	Niveau 3 Prix basés sur des données non observables
	Valeur au bilan	Juste valeur			
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actif :					
Actifs disponibles à la vente	6	6	-	6	-
Prêts et créances hors créances de location financement bailleur	73	73	-	73	-
Instruments dérivés	122	122	-	122	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 056	1 056	1 056	-	-
Passif :					
Emprunts obligataires	3 471	3 520	-	3 520	-
Emprunts bancaires	564	575	-	575	-
Autres emprunts et dettes assimilées	30	31	-	31	-
Intérêts sur emprunts	89	89	-	89	-
Instruments dérivés	22	22	-	22	-

28.2 Analyse des risques liés aux instruments financiers

28.2.1 Risques de taux

La répartition des dettes financières taux fixe / taux variable est la suivante :

	Au 30/06/2014		Au 31/12/2013	
	avant couverture	après couverture	avant couverture	après couverture
<i>(en millions d'euros)</i>				
Taux fixe	3 163	3 045	3 624	3 509
Taux variable	529	647	530	645
Emprunts et dettes financières hors dérivés	3 692	3 692	4 154	4 154

Analyse de sensibilité de la juste valeur pour les instruments à taux fixe :

Aéroports de Paris est soumis à la variabilité des charges futures sur la dette à taux variable. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Au 30 juin 2014, Aéroports de Paris détient des instruments financiers dérivés de taux et de change (swaps et cross-currency swaps) pour une juste valeur de 117 millions d'euros figurant à l'actif dans les autres actifs financiers et 18 millions d'euros figurant au passif dans les emprunts et dettes financières.

Les montants notionnels des dérivés qualifiés de couverture de juste valeur s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	Échéances	Échéances	Échéances	Au 30/06/2014	Juste valeur
	inférieures à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieures à 5 ans		
Dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	-	135	-	135	39
Dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie	46	166	-	212	37
Dérivés non qualifiés de couverture	-	-	400	400	22
Total	46	301	400	747	98

Le portefeuille de dérivés non qualifiés de couverture (Trading) est exclusivement constitué de swaps retournés figeant une marge fixe. Cette partie de portefeuille de dérivés est donc très peu sensible à la variation des taux d'intérêt. Une baisse instantanée des taux d'intérêt de 1 % au 30 juin 2014 générerait une hausse de la juste valeur des dérivés de 1 million d'euros en contrepartie d'un produit financier.

Quant aux dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge), une baisse instantanée des taux d'intérêts de 1 % n'entraînerait pas de hausse significative de la juste valeur de ces dérivés en contrepartie des autres éléments de résultat global.

28.2.2 Risques de change

Les cours de change utilisés pour la conversion des états financiers des filiales, coentreprises et entreprises associées étrangères sont les suivants :

	Au 30/06/2014		Au 31/12/2013	
	Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen
Dollar des États-Unis (USD)	0,73373	0,72974	0,73201	0,75341
Peso mexicain (MXN)	0,05642	0,05566	0,05646	0,05915
Nouvelle Livre turque (TRY)	0,34419	0,33766	0,35300	0,39663
Dinar jordanien (JOD)	1,03488	1,03107	1,03552	1,06367
Dinar libyen (LYD)	0,58442	0,58438	0,59358	0,59510
Dirham marocain (MAD)	0,08904	0,08906	0,08900	0,08953
Rouble russe (RUB)	0,02172	0,02086	0,02220	0,02368
Kuna croate (HRK)	0,13201	0,13118	0,13095	0,13197
Roupie mauricienne (MUR)	0,02427	0,02420	0,02450	0,02447

28.2.3 Risques de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit concernant les créances commerciales à la date de clôture, analysée par types de clients, est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Air France	121	118
Easy Jet	9	9
Federal Express Corporation	2	6
Autres compagnies aériennes	118	96
Sous-total compagnies aériennes	250	230
Direction Générale de l'Aviation Civile	126	115
Société de Distribution Aéroportuaire	38	28
Autres clients et comptes rattachés	176	182
Autres prêts et créances à moins d'un an	66	53
Total prêts et créances à moins d'un an	656	608

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 30 juin 2014 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Créances non échues	562	469
Créances échues et non dépréciées :		
- depuis 1 à 30 jours	7	12
- depuis 31 à 90 jours	16	82
- depuis 91 à 180 jours	43	8
- depuis 181 à 360 jours	6	11
- depuis plus de 360 jours	22	26
Prêts et créances à moins d'un an	656	608

L'évolution des dépréciations de créances commerciales est détaillée en Note 22.

Les créances présentant une antériorité anormale sont analysées individuellement et peuvent en fonction du risque identifié et de la situation financière du client, justifier la comptabilisation d'une provision. Sur la base de l'historique des taux de défaillance, le Groupe estime qu'aucune dépréciation ni perte de valeur complémentaire n'est à comptabiliser au titre des créances commerciales non échues ou échues et non dépréciées.

28.3 Compensation des instruments financiers

Les contrats d'instruments dérivés du Groupe peuvent prévoir un droit de compensation si des événements particuliers surviennent tels qu'un changement de contrôle ou un événement de crédit.

En revanche, ces contrats ne prévoient pas d'accord de compensation globale conférant un droit juridiquement exécutoire de compenser les instruments financiers, ni d'accord de collatéralisation.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments dérivés actif et passif et l'effet des accords de compensation mentionnés ci-avant au 30 juin 2014 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs brutes comptables avant compensation (a)	Montants bruts compensés comptablement (b)	Montants nets présentés au bilan (c) = (a) - (b)	Effet des autres accords de compensation (ne répondant pas aux critères de compensation d'IAS 32) (d)		Exposition nette (c) - (d)
				Instruments financiers	Juste valeur des collatéraux	
- dérivés : swap de taux	40	-	40	(19)	-	21
- dérivés : swap de change	77	-	77	-	-	77
Total des dérivés actif	117	-	117	(19)	-	98
- dérivés : swap de taux	(19)	-	(19)	19	-	-
Total des dérivés passif	(19)	-	(19)	19	-	-

Note 29 - Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants se décomposent ainsi à la clôture de la période :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Subventions d'investissements	38	39
Option d'achat des intérêts minoritaires	34	31
Total	72	70

Le poste "Option d'achat des intérêts minoritaires" concerne Roissy Continental Square et Ville Aéroportuaire Immobilier 1.

Note 30 - Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Fournisseurs d'exploitation	212	210
Fournisseurs d'immobilisations	108	154
Total	320	364

L'exposition des dettes fournisseurs et autres créateurs du Groupe aux risques de change et de liquidité est présentée dans la Note 28.

Note 31 - Autres dettes et produits constatés d'avance

Le détail des autres dettes et produits constatés d'avance est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Avances et acomptes reçus sur commandes	7	2
Dettes sociales	199	208
Dettes fiscales (hors impôt exigible)	101	54
Avoirs à établir	21	16
Autres dettes	17	38
Produits constatés d'avance	167	159
Total	512	477

Les Autres dettes incluent encore les aides aux riverains pour 3 millions d'euros au 30 juin 2014 (23 millions d'euros au 31 décembre 2013), les fonds sont dorénavant immédiatement alloués.

Les produits constatés d'avance comprennent principalement :

- des loyers part fixe, soit 74 millions d'euros au 30 juin 2014 (70 millions d'euros au 31 décembre 2013) hors SCI Aéroville ;
- la location à Air France du terminal T2G, soit 38 millions d'euros au 30 juin 2014 (39 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- le bail à construction SCI Aéroville, soit 16 millions d'euros au 30 juin 2014 (16 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- la location à Air France du Trieur-Bagage Terminal E, soit 14 millions d'euros au 30 juin 2014 (14 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- Parcs de stationnement : abonnement et réservation, soit 13 millions d'euros au 30 juin 2014 (6 millions d'euros au 31 décembre 2013).

32.1 Définition de la trésorerie

La trésorerie, dont les variations sont analysées dans le tableau des flux de trésorerie, se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	598	844
Concours bancaires courants (1)	(2)	(2)
Trésorerie (selon tableau des flux de trésorerie)	596	842

(1) figurant dans les Passifs courants en Emprunts et dettes financières à court terme

32.2 Charges (produits) sans effet sur la trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Amortissements, dépréciations et provisions	200	218
Plus-values nettes de cession d'actifs immobilisés	-	1
Résultat des entreprises mises en équivalence opérationnelles	(28)	(14)
Autres	(1)	(2)
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	171	203

32.3 Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Augmentation des stocks	1	-
Augmentation des clients et autres débiteurs	(28)	(65)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	38	(15)
Variation du besoin en fonds de roulement	11	(80)

32.4 Investissements corporels et incorporels

Le montant des investissements corporels et incorporels s'analyse ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Investissements incorporels (cf. note 18)	(8)	(6)
Investissements corporels (cf. note 19)	(156)	(171)
Investissements corporels et incorporels (selon tableau des flux de trésorerie)	(165)	(177)

Le détail de ces investissements s'établit ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
Rénovation et qualité	(57)	(58)
Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST)	(48)	(38)
Développement des capacités	(34)	(27)
Restructuration	(13)	(31)
Sûreté	(8)	(14)
Développement immobilier	(5)	(9)
Total	(165)	(177)

Les projets majeurs réalisés par Aéroports de Paris à fin juin 2014 concernent :

- Sur l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, les investissements ont principalement porté sur :
 - la création d'un parc abonné à l'Est du parc EF,
 - la création d'un passage pour véhicules sous la voie Echo,
 - les études du nouveau siège social à CDG,
 - le TDS3, trieur bagage du S3,
 - la refonte des commerces du terminal 2F,
 - la poursuite de la reconfiguration du seuil 08L du doublet sud de la plate-forme,
 - la densification des commerces de l'Isthme du terminal 2 E,
 - TBE, intégration d'appareil de sûreté sur le système bagage des banques d'enregistrement de la jetée Est de terminal 2 E,
 - l'accueil de l'A380 au terminal 2C,
 - le recul des banques d'enregistrement du terminal 2A,
 - les travaux complémentaires du hangar atelier des engins de piste.

- Sur l'aéroport de Paris-Orly, les investissements ont porté principalement sur :
 - l'extension Jetée EST d'Orly SUD,
 - les études du bâtiment de jonction d'Orly,
 - les aménagements des linéaires d'Orly Ouest et Sud,
 - l'optimisation de l'IFBS (Inspection Filtrage de Bagages en Soute) du Hall1 d'Orly Ouest,
 - de nouveaux blocs sanitaires à Orly Ouest,
 - l'intégration des IFBS (Inspection Filtrage de Bagages en Soute) à Orly.

32.5 Dividendes reçus

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013
TAV AIRPORTS (Turquie)	25	22
SCHIPHOL GROUP (Pays Bas)	11	9
Autres	-	2
Total	36	33

Note 33 - Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan et les actifs et passifs éventuels se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30/06/2014	Au 31/12/2013
Engagements donnés		
Avals, cautions	3	3
Garanties à première demande	34	35
Suretés hypothécaires	47	48
Engagements irrévocables d'acquisitions d'immobilisations	197	128
Autres	13	13
Total	293	227
Engagements reçus		
Avals, cautions	38	37
Garanties à première demande	192	186
Autres	12	14
Total	241	237

Les avals et cautions correspondent principalement à des cautions accordées sur prêts au personnel, ainsi qu'à des garanties accordées par Aéroports de Paris pour le compte d'ADP Ingénierie et d'Aéroports de Paris Management au bénéfice de divers clients de ces filiales.

Les garanties à première demande ont été exclusivement données par les filiales ADP Ingénierie et Aéroports de Paris Management au titre de la bonne exécution de leurs contrats internationaux.

Les engagements donnés aux salariés du Groupe sont présentés en Note 10.2.

Les engagements reçus proviennent principalement des garanties reçues des bénéficiaires d'AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public), de baux civils et de concessions commerciales, de fournisseurs et des garanties reçues suite aux acquisitions réalisées par Aéroports de Paris.

En application de l'article 53 du cahier des charges d'Aéroports de Paris, le ministre chargé de l'aviation civile dispose d'un droit de refus sur une éventuelle opération d'apport, de cession ou de création de sûreté qui concernerait certains terrains – ainsi que les biens qu'ils supportent – appartenant à Aéroports de Paris. Les terrains concernés par cette disposition sont délimités par ce même cahier des charges.

Enfin, la loi du 20 avril 2005 prévoit que dans le cas où serait prononcée la fermeture, partielle ou totale, à la circulation aérienne d'un des aérodromes détenus par Aéroports de Paris, un pourcentage de 70 % de la plus-value entre le prix de marché de ces actifs et leur valeur dans les comptes de l'entreprise soit versé à l'Etat. Cette disposition concerne notamment les Aérodromes d'Aviation Générale.

Note 34 - Liste des sociétés du périmètre de consolidation

Entités	Activités	Pays	% d'intérêt	% contrôle	Filiale de
AÉROPORTS DE PARIS	Multi-activités	France	MÈRE	MÈRE	
FILIALES (intégrées globalement)					
ADP INGENIERIE	International et développements aéroportuaires	France	100%	100%	ADP
ADPi MIDDLE EAST	International et développements aéroportuaires	Liban	80%	80%	ADPI
ADPi LIBYA	International et développements aéroportuaires	Libye	65%	65%	ADPI
ADPi RUSSIE	International et développements aéroportuaires	Russie	100%	100%	ADPI
AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT	International et développements aéroportuaires	France	100%	100%	ADP
JORDAN AIRPORT MANAGEMENT	International et développements aéroportuaires	Jordanie	100%	100%	ADPM
ADPM MAURITIUS	International et développements aéroportuaires	République de Maurice	100%	100%	ADPM
HUB ONE	Autres activités	France	100%	100%	ADP
HUB ONE MOBILITY	Autres activités	France	100%	100%	HUB ONE
COEUR D'ORLY INVESTISSEMENT	Immobilier	France	100%	100%	ADP
COEUR D'ORLY COMMERCES INVESTISSEMENT	Immobilier	France	100%	100%	CŒUR D'ORLY INVESTISSEMENT
ROISSY CONTINENTAL SQUARE	Immobilier	France	100%	100%	ADP
VILLE AEROPORTUAIRE IMMOBILIER	Immobilier	France	100%	100%	ADP
VILLE AEROPORTUAIRE IMMOBILIER 1	Immobilier	France	100%	100%	VAI
ALYZIA SURETÉ	Autres activités	France	100%	100%	ADP
AÉROPORTS DE PARIS INVESTISSEMENT	Immobilier	France	100%	100%	ADP
AÉROPORTS DE PARIS INVESTISSEMENT NEDERLAND BV	Immobilier	Pays-Bas	100%	100%	ADP INVESTISSEMENT
TANK INTERNATIONAL LUX	International et développements aéroportuaires	Luxembourg	100%	100%	ADP
TANK HOLDING ÖW	International et développements aéroportuaires	Autriche	100%	100%	TANK INT. LUX
TANK ÖWA ALPHA GmbH	International et développements aéroportuaires	Autriche	100%	100%	TANK HOLDING ÖW
TANK ÖWC BETA GmbH	International et développements aéroportuaires	Autriche	100%	100%	TANK HOLDING ÖW
AMS - Airport Management Services (OSC)	International et développements aéroportuaires	Croatie	100%	100%	ADPM
ACTIVITE CONJOINTE (intégrée à hauteur des quotes-parts d'éléments du bilan et du résultat revenant au Groupe)					
CDG Express Etudes	Autres activités	France	33%	33%	ADP

Entités	Activités	Pays	% d'intérêt	% contrôle	Participation de
ENTREPRISES ASSOCIÉES (mises en équivalence opérationnelles)					
SCHIPHOL GROUP	International et développements aéroportuaires	Pays-Bas	8%	8%	ADP
TAV HAVALIMANLARI HOLDING (TAV AIRPORTS)	International et développements aéroportuaires	Turquie	38%	38%	TANK ÖWA ALPHA GmbH
TAV YATIRIM HOLDING (TAV CONSTRUCTION)	International et développements aéroportuaires	Turquie	49%	49%	TANK ÖWA BETA GmbH
TRANSPORT BEHEER	Immobilier	Pays-Bas	40%	40%	ADP INVESTISSEMENT
TRANSPORT CV	Immobilier	Pays-Bas	40%	40%	ADP INVESTISSEMENT BV
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION AÉROPORTUAIRE	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
SCI COEUR D'ORLY BUREAUX	Immobilier	France	50%	50%	CŒUR D'ORLY INVESTISSEMENT
SNC COEUR D'ORLY COMMERCES	Immobilier	France	50%	50%	CŒUR D'ORLY COMM. INVEST.
MÉDIA AÉROPORT DE PARIS	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
RELAY@ADP	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
ADPLS PRESIDENCE	Commerces et services	France	50%	50%	ADP
ZAIC-A LIMITED	International et développements aéroportuaires	Royaume-Uni	26%	21%	ADPM & TAV AIRPORTS
UPRAVITELJ ZRAČNE LUKE ZAGREB	International et développements aéroportuaires	Croatie	26%	21%	ZAIC-A LIMITED
MEDUNARODNA ZRAČNA LUKA ZAGREB	International et développements aéroportuaires	Croatie	26%	21%	ZAIC-A LIMITED
CONSORCIO PM TERMINAL TOCUMEN SA	International et développements aéroportuaires	Panama	36%	36%	ADP INGENIERIE
ENTREPRISES ASSOCIÉES (mises en équivalence non opérationnelles)					
SCI ROISSY SOGARIS	Immobilier	France	40%	40%	ADP
ALYZIA HOLDING	Autres activités	France	20%	20%	ADP
ALYZIA	Autres activités	France	20%	20%	ALYZIA HOLDING
CIRES TELECOM	Autres activités	Maroc	49%	49%	HUB ONE
BOLLORÉ TELECOM	Autres activités	France	11%	11%	HUB ONE
LIÈGE AIRPORT	International et développements aéroportuaires	Belgique	26%	26%	ADPM
SETA	International et développements aéroportuaires	Mexique	26%	26%	ADPM

Note 35 - Événements postérieurs à la clôture

Il n'y pas d'évènement postérieur à la clôture connu à cette date.

20.4 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Aéroports de Paris, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 31 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes,

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Philippe Arnaud

ERNST & YOUNG et Autres
Jacques Pierres

20.7 Politique de distribution des dividendes

Dividendes versés au cours des trois derniers exercices :

- au titre de l'exercice 2013 : 183 millions d'euros soit 1,85 euros par action ;
- au titre de l'exercice 2012 : 205 millions d'euros soit 2,07 euros par action ;
- au titre de l'exercice 2011 : 174 millions d'euros soit 1,76 euro par action.

20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage

À ce jour, ni Aéroports de Paris ni aucune de ses filiales ne sont ou n'ont été parties à une procédure judiciaire ou arbitrale ou à une procédure devant une autorité indépendante, un organisme gouvernemental ou une autorité non juridictionnelle, qui pourrait avoir, ou a eu, au cours des 12 derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière d'Aéroports de Paris et de ses filiales, leur activité, leur résultat ou leur patrimoine.

Le montant global consolidé des provisions constituées pour l'ensemble des litiges du groupe figure à la note 12 et à la note 26 des comptes consolidés semestriels intermédiaires résumés au 30 juin 2014 présents au chapitre 20.

Les litiges les plus significatifs sont les suivants :

JSC Investissements

Le 13 juin 2013, la société JSC Investissements a engagé un recours indemnitaire devant le Tribunal de Commerce de Paris à raison de la décision par laquelle Aéroports de Paris a, en 2004, refusé de lui accorder une autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue de la construction et l'exploitation d'un centre de commerces et de services, sur l'emprise aéroportuaire de l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle. Le Tribunal de commerce de Paris a, par décision du 25 juin 2014, accueilli notre exception d'incompétence au profit de la juridiction administrative. JSC investissements a interjeté appel de cette décision. La procédure est pendante.

Terminal 2E

À la suite de l'effondrement d'une partie de la jetée du terminal 2E de l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle le 23 mai 2004, la procédure pénale, après mise en examen d'Aéroports de Paris, Bureau Veritas, GTM et Ingerop, est toujours en cours.

Requêtes en matières de redevances

Le 10 mai 2014, le Conseil d'Etat n'a pas admis le pourvoi déposé par Aéroports de Paris contre l'arrêt de la Cour d'administrative d'appel qui avait confirmé l'annulation des redevances relatives à la mise à disposition de banques d'enregistrement et d'embarquement et au traitement des bagages locaux pour l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, sur la période 2011-2012.

Dans le respect des textes et de la jurisprudence, Aéroports de Paris a pris une nouvelle décision tarifaire qui est en cours d'homologation par les autorités administratives compétentes. Cette annulation n'aura pas d'incidence sur les comptes d'Aéroports de Paris.

Par ailleurs, le 22 avril 2014, le Tribunal administratif de Paris a, compte tenu des arguments développés par Aéroports de Paris, rejeté le recours en annulation des redevances de la période 2013-2014. Appel a été interjeté par les compagnies aériennes demanderesse. La procédure est en cours.

Enfin, la décision pour la période 2014-2015 fait aussi l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Paris. La procédure est en cours.

21. Informations complémentaires concernant le capital social et dispositions statutaires

21.1 Informations concernant le capital social

Nouvelles autorisations financières adoptées par l'assemblée générale mixte du 15 mai 2014

Le tableau, ci-après, résume les autorisations financières adoptées par l'assemblée générale mixte du 15 mai 2014, qui sont en vigueur à la date de la présente actualisation.

Objet	Plafond global ou montant nominal maximal
Émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription (DPS)	Augmentation de capital : 120 millions d'euros ⁽¹⁾ Émission de titres de créance : 500 millions d'euros ⁽²⁾
Émissions avec suppression du DPS par offre au public	Augmentation de capital : 40 millions d'euros ⁽¹⁾ Émission de titres de créance : 500 millions d'euros ⁽²⁾
Émissions avec suppression du DPS par une offre par placement privé	Augmentation de capital : 40 millions d'euros ^{(1) (3)} Émission de titres de créance : 500 millions d'euros ⁽²⁾
Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans maintien du DPS	Augmentation du nombre de titres à émettre : 15 % de l'émission initiale ^{(1) (4)}
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	Augmentation de capital : 120 millions d'euros ⁽⁵⁾
Émissions réservées aux adhérents à un Plan d'Épargne d'Entreprise	Augmentation de capital : 5,2 millions d'euros ⁽¹⁾
Augmentation de capital en rémunération d'une offre publique d'échange initiée par la Société	Augmentation de capital : 55 millions d'euros ⁽¹⁾ Émission de titres de créance : 500 millions d'euros ⁽²⁾
Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature	Augmentation de capital : 10 % du capital social ⁽¹⁾
Réduction du capital par annulation d'actions autodétenuës	10 % du capital social par périodes de 24 mois

(1) Avec imputation sur le plafond global d'augmentation de capital de 120 millions d'euros de nominal.

(2) Avec imputation sur le plafond global d'émission de titres de créance de 500 millions d'euros de nominal.

(3) Avec imputation sur le plafond d'augmentation de capital avec suppression de DPS de 40 millions d'euros de nominal visé au point ci-avant « Émissions avec suppression du DPS par offre au public ».

(4) Avec, pour une émission avec suppression de DPS, imputation sur le plafond d'augmentation de capital de 40 millions d'euros de nominal visé au point ci-avant « Émissions avec suppression du DPS par offre au public ».

(5) Sans imputation sur le plafond global d'augmentation de capital de 120 millions d'euros de nominal.

La durée des autorisations est de 26 mois (échéance juillet 2016).

24. Documents accessibles au public

Les communiqués de la Société et les documents de référence comprenant notamment les informations financières historiques sur la Société déposées ou enregistrées auprès de l'AMF sont accessibles sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : www.aeroportsdeparis.fr, et une copie peut en être obtenue au siège de la Société, 291 boulevard Raspail, 75014 Paris.

Les statuts de la Société ainsi que les procès-verbaux d'assemblées générales, les comptes sociaux et consolidés, les rapports des Commissaires aux comptes et tous autres documents sociaux peuvent être consultés, conformément au Code de commerce, sur support papier, au siège social de la Société.

Relations Investisseurs

Vincent Bouchery
Responsable des Relations Investisseurs

Aurélie Cohen
Chargée de Relations Investisseurs

Laurence Rougeron
Assistante

E-mail : invest@adp.fr

Adresse : 291 boulevard Raspail, 75014 Paris.

Téléphone : + 33 (0)1 43 35 70 58